

LA SERBIE ET LES RAPPORTS ENTRE LES PUISSANCES DE L'ENTENTE (1908-1913)

Dès la formation de la Serbie en un Etat national au début du 19^{ème} siècle, les tendances de son développement économique et politique lui imposaient la création des frontières à l'intérieur desquelles le peuple serbe entier vivrait réuni. Ces tendances furent stimulées davantage par l'évolution des relations socio-économiques et politiques dans les Balkans. La désintégration de la Turquie, l'effervescence parmi ses peuples divers ainsi que parmi les Yougoslaves en Autriche-Hongrie, le regroupement des grandes puissances et l'intensification de leur antagonisme dans les Balkans ont exercé une influence puissante sur la politique extérieure de la Serbie. Pourtant, l'insuffisance de ses forces matérielles, ainsi que le cadre international existant, ne lui ont pas permis, pendant un siècle entier, de satisfaire ses intérêts économiques et politiques, ni les sentiments nationaux du peuple serbe.

Comme la Serbie, à cause de sa situation géographique, était exclusivement orientée, au point de vue économique, vers l'Autriche-Hongrie, elle représentait, à travers tout le 19^{ème} siècle, une annexe agraire du marché industriel austro-hongrois. Le fait que 89,9% de l'exportation des produits agricoles serbes furent à destination de l'Autriche-Hongrie et que 60% des importations serbes provenaient de ce pays montre clairement, que les fermetures fréquentes de la frontière serbe, pratiquées par l'Autriche-Hongrie, étaient un facteur puissant qui empêchait toute action indépendante de la Serbie dans le domaine de la politique étrangère.

- Au commencement du 20^{ème} siècle il se produisit un changement radical dans les rapports austro-serbes. D'un côté, bien que le développement économique de la Serbie fût ralenti, le processus de l'accumulation des capitaux a, à la longue, amené au stade où le capital commercial se transforme en capital industriel. Or, en Serbie, c'était impossible d'effectuer avant qu'on n'eût modifié le traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie et qu'on n'eût assuré la rentabilité des investissements dans l'industrie par des taxes douanières protectrices. De l'autre côté, les grands propriétaires fonciers austro-hongrois, eux-aussi, ont commencé à réclamer de mêmes mesures en ce qui concerne les importations des produits agricoles de provenance serbe. Ceci

abolirait l'unique privilège que le traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie accordait à la Serbie en échange de l'importation illimitée des produits de l'industrie autrichienne. Les restrictions apportées à l'exportation des produits agricoles rendraient impossible le paiement du coupon international aux créanciers étrangers. Pour toutes ces raisons la guerre douanière entre ces deux pays devint inévitable et elle aura lieu de 1906 à 1911.¹

Pour que le commerce extérieur de la Serbie s'affranchît de cette dépendance de l'Autriche-Hongrie ou de n'importe quel autre Etat, il lui était indispensable d'exporter librement ses produits aux marchés étrangers, en premier lieu à ceux de l'Europe Occidentale. Un libre accès à la mer à travers son propre territoire était devenu pour la Serbie un impératif économique.

La voie fluviale du Danube n'avait que peu d'importance pratique à cause de sa longueur, car le bétail et les fruits qui faisaient la majeure partie de l'exportation serbe, ne pouvaient pas supporter le transport de longue durée. Pour cette raison le commerce extérieur serbe prit la direction de Salonique. Ceci augmentait, pourtant, la dépendance du commerce serbe de la Turquie et, en outre, il s'avéra bientôt que cette voie ne convenait non plus au caractère agricole de l'exportation serbe, à cause de sa longueur et des autres inconvénients (manque d'étables et de silos, communications navales avec l'Occident peu favorables). Pour cette raison, il serait le plus convenable d'utiliser la troisième voie, la plus courte des trois, qui menait vers le littoral du Monténégro et de l'Albanie du Nord, si l'on construisait la ligne ferroviaire jusqu'au bord de la mer.² Outre qu'elle mettrait un obstacle à la pénétration ultérieure de l'Autriche-Hongrie vers le sud, c. à d. vers Salonique, l'issue de la Serbie à l'Adriatique présentait un autre grand avantage. Vu les prétentions de la Grèce et de la Bulgarie à Salonique et son arrière-pays, la Serbie n'avait pas beaucoup de chances de se les approprier. L'inexistence d'un Etat albanais organisé offrait, par contre, la possibilité à la Serbie d'annexer, dans le cas d'une désagrégation de la Turquie, le littoral septentrional albanais et d'obtenir par là, en incorporant ce territoire à l'Etat serbe élargi, le libre accès d'un port maritime à l'intérieur de ses propres frontières. Pour cette raison il fallait empêcher la création d'une Albanie autonome sous

1. Sur les relations économiques austro-serbes au cours du 19^{ième} siècle et pendant la guerre douanière v. Dim. Djordjević, *Carinski rat Srbije i Austro-Ugarske 1906-1911* (Guerre douanière entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie 1906-1911), Beograd 1962.

2. Kosta Stojanovic, *Izlazak Srbije na Jadransko more* (Accès de la Serbie à l'Adriatique), *Ekonomist* No 14, Beograd, 1912, 151; M. Todorović, *Naši privredni putevi* (Nos routes économiques), *ibid.*, 156; B. Marković, *Problem srpske trgovine* (Problème du commerce serbe) *ibid.*, 154 et *Ekonomist* No 16, 1912, 186-187.

l'influence de l'Autriche-Hongrie afin de ne pas séparer le Serbie du Monténégro et de la mer.³

L'une et l'autre de ces deux voies à la mer menaient à travers les régions qui faisaient autrefois partie de l'Etat médiéval serbe et qui étaient encore, pour une bonne part, habitées par la population serbe ou slave d'origine. Pour cette raison, l'intérêt économique et politique de la Serbie en tant qu'Etat s'harmonisait d'autant plus facilement avec les sentiments séculaires du peuple serbe entier et avec son désir de se libérer de la servitude étrangère et de s'unir. L'accès de la Serbie à la mer devint, par conséquent l'affaire commune de toute la nation serbe.

L'Autriche-Hongrie s'opposait résolument à ces tendances de la Serbie. Pour les capitaux austro-hongrois, les Balkans représentaient la principale source de matières premières ainsi que le débouché pour le placement des articles qui ne pouvaient pas supporter la concurrence aux autres marchés. L'expansion et la politique agressive de l'Autriche-Hongrie envers les Balkans étaient indiquées aussi par un moment spécifique, résultant du caractère multinational de cet Etat. L'existence d'un puissant Etat slave aux frontières méridionales de la Monarchie serait une menace pour l'hégémonie austro-hongroise sur les peuples slaves qui faisaient environ une moitié de la population de l'Autriche-Hongrie, car un tel Etat représenterait un appui aux Yougoslaves autrichiens. Le développement des peuples Slaves du Sud ne pouvant pas être enrayé, il fallait du moins le canaliser dans les cadres de l'Autriche-Hongrie. C'est pourquoi on s'obstinait à mettre obstacle à l'affermissement économique et politique de la Serbie, son accès à la mer et à la création d'une frontière commune avec le Monténégro. L'occupation austro-hongroise de la Bosnie et de l'Herzégovine et les garnisons autrichiennes dans le Sandjak de Novi Bazar, région qui séparait les deux Etats serbes, servaient cette politique. La Question d'Orient devait être résolue non pas sur le principe des nationalités, mais par un partage entre les grandes puissances, car la part du lion écherrait ainsi à l'Autriche-Hongrie en lui frayant le chemin vers Salonique.

Cependant, bien que la Serbie semblât, par sa force militaire, un adversaire faible à l'Autriche-Hongrie, son existence même représentait déjà un danger pour l'intégrité de la Monarchie des Habsbourgs, car la lutte libératrice du peuple serbe était une partie intégrante et indissoluble de la révolution nationale des Slaves du Sud. Les succès remportés par la Serbie dans la guerre douanière et les guerres balkaniques produisirent également des répercussions politiques, particulièrement à cause de l'effervescence révolution-

3. Sl. Jovanović, Milovan Milovanović, *Srpski Književni Glasnik* L1, 1937, 420.

naire de plus en plus grande parmi la population yougoslave de l'Autriche-Hongrie. C'est pourquoi la liquidation de la Serbie indépendante devint après les guerres balkaniques l'unique moyen pour résoudre la question yougoslave dans les cadres de la Monarchie des Habsbourgs.⁴

Dans ses efforts de résister à la pression de l'Autriche-Hongrie, derrière laquelle se rangeait de plus en plus décidément l'Allemagne, la Serbie cherchait l'alliance avec les autres états balkaniques. Cependant, on n'a pas pu aboutir aux résultats positifs sous ce rapport jusqu'à l'année 1911, à cause de l'opposition de la Bulgarie. Ainsi, la Serbie voyait son principal appui dans la lutte qu'elle menait contre l'Autriche-Hongrie en Russie, mais elle s'efforçait en même temps de garder son indépendance aussi par rapport aux objectifs impérialistes de la politique russe dans les Balkans. Dans ces efforts, la Serbie cherchait aussi l'appui chez la France et l'Angleterre, en tâchant de tirer profit de l'antagonisme des intérêts entre ces deux puissances et la Triple Alliance, ainsi qu'entre celles-ci et la Russie. Ayant trouvé dans le capital français le contrepoids financier et économique à la pénétration austro-allemande, la Serbie entra dans la sphère financière de la France. Son rattachement politique au bloc de la Triple Entente reçut ainsi une base matérielle plus solide.

L'attitude de la Russie envers la Serbie et envers ses tendances d'obtenir l'accès à la mer était déterminée par le fait que, dans les Balkans, en tant qu'arrière-pays politique et stratégique des Détroits et de Constantinople, la Serbie représentait le premier et le plus grand obstacle à la pénétration austro-allemande vers le Proche Orient. L'impuissance de la Russie de vaincre l'opposition des puissances rivales aussi bien que des puissances amicales contre ses visées vers Constantinople et les Détroits et de s'en emparer par ses propres forces, fut la principale cause de toutes les tentatives de la diplomatie russe de conserver la Turquie et de s'assurer les détroits par de voies pacifiques, au moyen de compromis. Pourtant, toutes les tentatives d'arriver à un compromis se heurtaient à de graves obstacles pour échouer totalement à la fin, car derrière l'Autriche-Hongrie se tenait l'Allemagne comme un adversaire beaucoup plus dangereux. C'est pourquoi les rapports austro-russes concernant la Serbie s'aggravaient de plus en plus.⁵

L'attitude de l'Angleterre et de la France vis-à-vis de la lutte que menait la Serbie pour s'assurer l'accès à la mer fut déterminée par les postulats de

4. N. Petrović, Svetozar Miletić, Beograd 1964, 270-271; v. aussi Vaso Čubrilović, *Istorija političke misli u Srbiji XIX veka* (Histoire de la pensée politique dans la Serbie du 19^{ième} siècle), Beograd 1958, Chap. XI et XII.

5. Sur la politique russe dans les Balkans v. Bovikin, *Očerki vnešnei politiki Rosii* (Sur la politique étrangère de la Russie, en russe, Moskva 1960, 104-110).

leur politique balkanique. D'un côté, on ne pouvait pas tolérer que les Balkans, en tant qu'arrière-pays de Constantinople et du Proche Orient, tombassent sous l'influence exclusive du bloc austro-allemand, mais non plus sous celle de la Russie. De l'autre côté, la nécessité de venir à bout du puissant courant pro-allemand en Russie, afin de retenir cet empire dans le cadre du bloc de l'Entente, imposait les concessions à la politique balkanique russe même dans les situations où cela ne convenait point aux intérêts anglais et français.

La place qu'occupait la Serbie dans les rapports entre les deux blocs de puissances est suffisamment connue; pour cette raison on se bornera ici à présenter la politique de ce pays et ses aspirations à l'accès à la mer, comme essence de cette politique, dans le cadre des relations existant à l'intérieur du bloc de l'Entente.

I

La première grande crise internationale qui avait surgi après la formation du bloc de la Triple Entente eut lieu au mois d'octobre 1908 au sujet de la proclamation de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine de la part de l'Autriche-Hongrie. En vertu d'un mandat que lui avait attribué le Congrès de Berlin, cette puissance tenait sous son occupation, à partir de l'année 1878, ces deux provinces turques qui étaient habitées pour la plupart par la population serbe. C'est pourquoi l'annexion provoqua un grand émoi dans la Serbie aussi bien qu'au Monténégro. Ces deux pays avaient des aspirations à ces deux provinces et ne considéraient l'occupation autrichienne que comme une mesure provisoire. L'annexion mit fin à ces aspirations et l'opinion publique serbe se prononçait en faveur d'une guerre contre l'Autriche-Hongrie pour la récupération de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Comme on le sait, le ministre russe des affaires étrangères Iswolsky a donné, au cours de l'été 1908, son consentement à l'annexion à condition que l'Autriche-Hongrie prêtât son appui à la Russie au sujet de la modification du régime des Détroits.⁶ Comme l'annexion avait été proclamée à l'improviste, avant qu'Iswolsky eût réussi à préparer la diplomatie européenne pour son plan concernant les Détroits, son point de vue était que l'annexion représentait une infraction au Traité de Berlin et que, par conséquent, toutes les puissances signataires étaient tenues d'en décider à une conférence internationale. Iswolsky renonça à toute compensation pour la Russie, mais il a revendiqué les compensations au profit de la Serbie et du Monténégro.⁷

6. Sur la politique des grandes puissances en general v. Momtchilo Nintchitch, *La crise Bosniaque et les puissances européennes (1908-1909)*, Paris 1937, t. 1-11.

7. Les détails sur l'attitude de la Russie pendant la crise d'annexion et sur les différentes

En ce qui concernait la convocation d'une conférence internationale, Iswolsky fut supporté par la France et l'Angleterre, avec cette différence que l'annexion même n'avait pas causé une désapprobation en France, tandis qu'en Angleterre cette infraction au Traité de Berlin au préjudice des Jeunes Turcs avait provoqué immédiatement une grande exaspération non seulement dans les milieux gouvernementaux, mais aussi dans l'opinion publique.⁸

Une telle attitude de ces deux puissances, et notamment de l'Angleterre, a été interprétée le plus souvent comme résultant du principe de conservation des traités internationaux. En effet, elle fut déterminée par leurs intérêts particuliers et par ceux de leur bloc en tant qu'adversaire de la Triplice.

Tout d'abord, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ne changeait aucunement la situation effective, car personne, à l'exception de la Serbie et du Monténégro, n'avait cru que l'Autriche-Hongrie quitterait jamais ces deux provinces.⁹ Pourtant, comme l'annexion était pour elle un avantage incontestable, elle représentait, de ce point de vue, un bouleversement de l'équilibre, existant entre les deux blocs, qui pourrait devenir un précédent dangereux s'il était lié à la perte de prestige pour l'autre parti. C'est pourquoi la conférence internationale signifiait une possibilité, du moins théorique sinon pratique, de conditionner le consentement de l'Entente à l'annexion par des concessions en d'autres questions.

Le consentement à la convocation de la conférence permettait au gouvernement français de protéger ses intérêts en Turquie auxquels le plan d'Iswolsky sur les Détroits ne convenait nullement et de sauver en même temps le prestige de son allié russe et, par conséquent, aussi le prestige du bloc auquel appartenait la France elle-même. En effet, s'étant prononcé immédiatement contre une guerre au sujet de l'annexion, conditionnant la conférence par un consentement de la part de l'Autriche-Hongrie et exigeant qu'on ne discutât que des "avantages" et non pas de compensations à offrir à la Serbie et au

influences intérieures sur la tactique d'Iswolsky v. Bestužev, Borda v Rossii po voprosam vnešnei politiki (1906-1910) (Lutte en Russie au sujet des questions de la politique extérieure, en russe), Moskva 1961, chap. III.

8. Oesterreich-Ungarns Aussenpolitik von der bosnischen Krise bis zum Kriegausbruch (OUA), Bd I, Dok. 118 et 129. Sur la disposition de l'opinion publique en Angleterre v. Die grosse Politik der europäischen Kabinette (GP), XXVI/2, Dok. 9190.

9. Ceci résulte le mieux du fait que les puissances ont protesté non contre l'annexion en tant que telle, mais contre la manière dont elle fut exécutée. Le ministre des affaires étrangères anglais a noté lui-même dans ses mémoires: "...peu nous importait que l'Autriche annexât la Bosnie-Herzégovine au lieu de l'occuper; mais nous sentions nettement que la modification arbitraire apportée par une seule Puissance à un traité européen sans le consentement des autres puissances signataires, atteignait à sa racine tout le bon ordre international" (Mémoires de Edouard Grey, Paris 1927, 168-169).

Monténégro,¹⁰ le gouvernement français offrait à l'Autriche-Hongrie la possibilité de s'opposer à toutes les tentatives qui diminueraient le succès qu'elle avait remporté. De tels égards, témoignés à la politique balkanique de l'Autriche-Hongrie de la part du gouvernement français, devaient assurer à la France l'appui de l'Autriche-Hongrie dans la nouvelle crise qui avait surgi dans les rapports entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc.¹¹ Obligé de faire choix entre les intérêts de son allié russe concernant les Balkans et la Serbie et les intérêts de la France au Maroc, le gouvernement français se décida pour ces derniers.¹²

Il importait beaucoup au gouvernement anglais qu'on ne permît à l'Allemagne de se stabiliser, sans aucune opposition, ni dans les Balkans ni au Maroc.¹³ A la différence de la France, où aussi bien les milieux intéressés au Maroc que ceux intéressés au Proche Orient étaient d'accord, qu'il ne fallait pas permettre une aggravation de la crise, les opinions en Angleterre étaient divisées sur ce point.¹⁴ Cependant, bien que les considérations pacifiques l'eussent emporté sur les dispositions moins conciliantes et qu'on ne pût pas aller entièrement au-devant des désirs d'Iswolsky, on ne pouvait pas, non plus,

10. Neiman L.A., *Franko-russkie otnošenija vo vremja bosniiskogo krizisa (1908-1909)* (Rapports franco-russes à l'époque de la crise bosniaque, en russe), *Francuzskii Ežegodnik*, Moskva 1958, 382, 384, 387-8.

11. Incident connu de Casablanca, relatif aux déserteurs allemands de la Légion étrangère.

12. Même que note 10, 377.

13. Ignatjev A., *Anglo-russkie otnošenija nakanune pervoi mirovoi voini* (Rapports anglo-russes à la veille de la première guerre mondiale, en russe), Moskva 1962, 82.

14. Le conflit au sujet du Maroc indiquait à l'Angleterre le besoin d'un rattachement plus solide non seulement à la France, mais aussi à la Russie. Les partisans de la construction de la flotte en Angleterre ne reculaient pas devant un conflit ouvert avec l'Allemagne, estimant que la supériorité de la flotte anglaise sur la flotte allemande représentait un moment favorable, ainsi que la récente dislocation de la flotte anglaise dans la Mer du Nord. Cependant, la situation intérieure (grèves et la question d'Irlande) à cause de laquelle le parti libéral, au pouvoir en ce moment, dut s'appuyer sur les labouristes, imposait la circonspection dans la politique extérieure. En outre, ni la Russie ni la France n'étaient suffisamment préparées pour la guerre. Ensuite, depuis que les Jeunes Turcs étaient au pouvoir en Turquie, en Angleterre on n'était plus disposé à ouvrir les Détroits à la Russie, comme on en faisait allusion une année auparavant, lors des négociations avec la Russie. Il fallait, en outre, tenir compte des répercussions que la politique envers la Turquie produirait parmi les musulmans dans les colonies anglaises, particulièrement en Inde. En général, la tension des intérêts entre l'Angleterre et l'Allemagne n'était pas encore en ce moment si grande que les milieux belliqueux pourraient induire l'opinion publique à la guerre contre l'Allemagne au sujet d'une question, telle que l'annexion. De même, à cause de la crise du Maroc, il a fallu ménager les intérêts de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, car cette puissance était jusque là le frein contre l'attitude agressive de l'Allemagne envers le Maroc (Ignatjev, op. cit., 82).

permettre que l'exaspération de l'opinion publique russe le renversât à cause de l'annexion et amenât quelque réactionnaire à orientation pro-allemande au poste du ministre russe des affaires étrangères. En soutenant la demande de convoquer une conférence internationale le gouvernement anglais raffermissait la position d'Iswolsky, en lui rendant impossible, en même temps, toute nouvelle tentative de négocier à part avec l'Autriche-Hongrie. En faisant cela, on raffermissait aussi le prestige du bloc de l'Entente dans son ensemble et calmait l'opinion publique en Serbie.

Cependant, le gouvernement anglais n'était pas, pour le moment, disposé à aller au-delà de ces concessions et pour cette raison il déclina cette partie du programme de la future conférence fixé par Iswolsky qui se rapportait aux compensations à offrir à la Serbie et au Monténégro. Du point de vue des intérêts anglais, les compensations aux dépens de la Turquie n'entraient pas du tout en considération, les compensations aux dépens de l'Autriche-Hongrie non plus, car ceci pourrait donner lieu à une guerre avec les puissances centrales. C'est pourquoi le gouvernement anglais, lui-aussi, était d'accord avec le gouvernement français que le programme de la conférence prévît uniquement les "avantages" à la Serbie, et non pas les compensations.¹⁵

De quelles compensations s'agissait-il?

Après un accord préalable avec Iswolsky, le ministre serbe des affaires étrangères Milovanović, adressa, immédiatement après la proclamation de l'annexion, une protestation aux grandes puissances, réclamant des compensations pour la Serbie et le Monténégro.¹⁶ Il s'agissait d'une jonction des frontières serbe et monténégrine à travers cette partie du territoire de Bosnie-Herzégovine, ou plutôt du territoire autrichien, qui séparait, en forme de coin, les deux états serbes; on revendiquerait, si possible, aussi une zone entière le long de la frontière austro-hongroise avec la Serbie et le Monténégro. Ceci permettrait à la Serbie d'obtenir l'accès à l'Adriatique en mettant, en même temps, l'obstacle à la pénétration ultérieure de l'Autriche-Hongrie dans les provinces serbes sous la domination turque.¹⁷

Cependant, l'opinion publique entière en Serbie, à l'exception des milieux gouvernementaux les plus restreints, considérait que la Serbie devait exiger l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine et non pas "un corridor" jusqu'au bord de la mer. Les protestations du public contre l'annexion se retournè-

15. Sur toutes ces causes v. les détails dans l'oeuvre citée de Bestužev, 211-226, 228-231.

16. Sur les entretiens de Milovanović avec Iswolsky en août 1908 relatifs à l'annexion et aux compensations à la Serbie, v. Dim. Djordjević, Milovan Milovanović, Beograd 1962.

17. Texte de la note de protestation du gouvernement serbe et ses revendications v. VI. Ćorović, Odnosi Srbije i Austro-Ugarske u XX veku (Rapports entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie au 20^{ième} siècle), Beograd 1936, 211-212.

rent contre la politique gouvernementale de compensations. Pourtant, la Serbie n'était pas prête pour une guerre contre l'Autriche-Hongrie et pour cette raison aucun parti politique n'était disposé à assumer la responsabilité de cette guerre et de la défaite qui en pourrait résulter. Ceci permit au gouvernement et à son ministre des affaires étrangères Milovanović de se maintenir au pouvoir malgré les protestations générales contre leur programme. Milovanović se mittra en route pour Paris et Londres afin de gagner les hommes d'Etat de ces deux capitales à son programme.

Les idées que Milovanović développa à Londres et à Paris étaient, en substance, les suivantes: l'indépendance de la Péninsule Balkanique doit être défendue actuellement contre l'Autriche-Hongrie et non plus contre la Russie, comme c'était le cas jadis; par conséquent, le rôle de "gardien d'Europe" doit être assigné à la Serbie. Elle ne pourra soutenir entièrement ce rôle, de compagnie avec le Monténégro, que si on lui accorde la frontière commune avec celui-ci et le libre accès à la mer afin qu'elle puisse s'émanciper au point de vue économique et politique de l'Autriche-Hongrie. Dans le cas contraire, l'Autriche-Hongrie poursuivra sa pénétration dans la Turquie. Serrée entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie des Cobourg la Serbie sera privée des conditions pour son existence nationale indépendante et obligée de se jeter de son propre gré dans les bras de sa puissante voisine. De cette façon, la Péninsule Balkanique tout entière tombera sous la domination du bloc austro-allemand. C'est pourquoi la question serbe est en même temps une question européenne et les puissances rivales de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne doivent aider la Serbie dans ses efforts et lui rendre possible l'accès à la mer.¹⁸

Ces explications de Milovanović furent comprises et approuvées en principe à Londres et à Paris. Les ministres Grey et Pichon lui promirent l'appui diplomatique tant que la Russie s'emploierait pour les revendications de la Serbie.¹⁹

Une explication de cette attitude de l'Angleterre a été indirectement donnée par Milovanović lui-même qui a noté, comme son impression personnelle

18. Papiers de Milovanović (Archives d'Etat de la Serbie à Beograd), enveloppe XXXII, 14-16, 17-18; X, 37,38; Archives diplomatiques du Secrétariat d'Etat des Affaires Etrangères, fonds Département politique du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Serbie (DA, PO),— l'année 1908, confid. No 2442, Milovanović au Ministère des aff. Etr., Londres le 16/29 octobre 1908.

19. Grey a qualifié la proposition de Milovanović de géniale, car "sous une forme modeste sont cachées des questions d'une importance immésurable pour l'avenir de toute la Péninsule Balkanique" et a promis qu'il s'intéresserait à cette proposition tant qu'elle serait supportée par la Russie en tant que puissance la plus intéressée. Tout de même, Grey a réduit les compensations au minimum, en ajoutant que, malgré l'importance de cette revendication de Milovanović et du système qu'elle représente et malgré sa propre conviction

de ces entretiens, que les hommes d'Etat anglais s'intéressaient en premier lieu du sort des Jeunes Turcs et de leur succès, tandis que la Serbie ne leur semblait importante que dans la mesure où son attitude serait avantageuse pour la consolidation du régime jeune-turc.²⁰ Par conséquent, vue sous ce jour, la proposition de Milovanović d'accorder à la Serbie l'accès à la mer comme barrière entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie devait être approuvée en principe par les hommes d'Etat anglais, bien que la réalisation de cette revendication fût impossible sans faire la guerre aux puissances centrales. En outre, ce projet de Milovanović offrait la possibilité de prendre de nouveau l'attitude commune avec Iswolsky.²¹ Car une manifestation de solidité de l'Entente était impérativement requise par la tension des rapports relatives à l'incident de Casablanca. Tous ces avantages valaient la peine de faire un effort diplomatique bien qu'il ne fallût pas permettre que la guerre éclatât, comme d'ailleurs Grey avait dit à Milovanović.

La complaisance avec laquelle on avait adopté à Paris les idées de Milovanović, ainsi que l'approbation qu'on y avait donnée que le dernier emprunt serbe pouvait être dépensé à l'armement, ont servi également au gouvernement français de manifester, à son tour, sa solidarité avec la Russie. De cette façon on consolidait aussi la position d'Iswolsky devant la Douma russe. Ce fut d'autant plus important que les tentatives du gouvernement français en vue d'attirer à son côté l'Autriche-Hongrie dans l'affaire du Maroc avaient complètement échoué.²² Une conférence à laquelle se manifesterait la scission

personnelle (de Grey) que c'est à ce système qu'appartient l'avenir, il considère qu'il ne fallait pas pour cela s'exposer au risque d'une guerre générale (Même que dans la note 18). Contrairement à cette revendication des compensations, la proposition sur l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine n'a pas été acceptée. Soutenir l'autonomie, encouragerait l'opinion publique belliqueuse serbe et représenterait l'ingérence ouverte dans les affaires intérieures de l'Autriche-Hongrie. Enlever ces deux provinces à cette puissances, ce serait bouleverser tout l'équilibre de forces, établi au Congrès de Berlin. Une telle solution n'entraîne pas du tout en considération et encore moins en pleine crise marocaine que l'Allemagne soulevait justement pour provoquer un changement de l'équilibre existant.

20. Papiers de Milovanović, XXXII, 15.

21. C'est d'ailleurs Grey lui-même qui l'a exprimé, en écrivant sur un rapport qu'il n'est nullement disposé à satisfaire la revendication serbe des compensations, mais qu'il désire beaucoup être obligeant à Iswolsky (British Documents on the Origins of the War (BD), V, Doc. 412, 470).

22. Certains milieux économiques allemands, mécontents de l'accord conclu dans l'entretemps entre l'entreprise française de Schneider et l'entreprise allemande de Krupp sur le Maroc, voulaient empêcher ce compromis et incitaient l'opinion publique allemande au sujet de l'incident de Casablanca (Hallgarten G., *Imperialismus vor 1914*, éd. russe, Moskva 1961, 441). Bien que l'empereur austro-hongrois lui-même désirait à apaiser cet incident

en deux blocs et la suprématie de la Triple alliance par-dessus le marché devint indésirable. Par contre, il fallait aviser l'Allemagne que l'attitude de la France envers l'annexion dépendait des transactions particulières faites avec elle.²³ En outre, il ne fallait pas perdre de vue l'émoi en Serbie qui forçait le gouvernement à entrer dans la guerre.²⁴

Pour toutes ces raisons, la conception officielle du gouvernement serbe qui visait à tirer profit de cette crise pour obtenir l'accès à la mer coïncidait en partie avec les intérêts particuliers de l'Angleterre et de la France dans cette première phase de la crise d'annexion. Pourtant, le fait que la Serbie était dans toute cette affaire d'une importance secondaire pour ces deux gouvernements est le plus nettement démontré par les assurances données aux représentants de la Triple alliance par les ministres Grey et Pichon, que les compensations territoriales à la Serbie étaient en pratique hors de cause, qu'on ne pourrait parler que des "avantages" et que ceux-ci pouvaient être de caractère purement économique, comme par exemple la concession pour la construction de la voie ferrée jusqu'à l'Adriatique et certains privilèges dans le nouveau traité de commerce austro-serbe.²⁵

* * *

Pour des raisons exposées ci-dessus l'attitude bénévole des diplomaties française et anglaise envers la Serbie et son accès à la mer, resta sans changements jusqu'au mois de février 1909.²⁶ Jusque là, les controverses austro-tur-

(G.P. XXVI/1, doc. 9088), l'agitation générale, provoquée par l'annexion, obligea l'Autriche-Hongrie à s'en tenir fermement à son allié allemand (Neiman, op. cit., 391).

23. Sur les négociations relatives au Maroc avec l'Allemagne et les allusions que la France serait conciliante en Orient, c. à d. au sujet de l'annexion, v. Neiman, op. cit., 394-395 et Hvosťov M. Istorija diplomatii (Histoire diplomatique, en russe), Moskva 1963, t. II, 675-681.

24. DA, PO 1908, Milošanović au Min. des Aff. Etr., Paris le 25 oct./7 nov. 1908 et confid. No, 2728, rapport de l'envoyé Vesnić, No 560, Paris le 16/29 nov. 1908. Bien que la France ne voulût ni ne pût faire la guerre à cause de la Bosnie et l'Herzégovine, elle ne pouvait, non plus, désirer la ruine de la Serbie ou la disparition de celle-ci de la carte politique des Balkans. En outre, le sort des capitaux français, investis en Serbie était aussi en jeu.

25. Neiman, op.cit., 387, 388, 391; GP, XXVI/1, doc. 9106. Le ministre Pichon donnait l'assurance à l'ambassadeur allemand à Paris qu'il s'est servi de la formulation sur les "avantages" à la Serbie, parce que, à son avis, il n'était absolument d'aucune importance si le Monténégro et la Serbie obtiendrait ou non quelque compensation (GP, XXVI/1, doc. 9044). Grey disait à l'ambassadeur allemand à Londres que l'article 7, du programme de la conférence relatif aux avantages pour la Serbie et le Monténégro était "destiné à la galerie" et que l'Autriche-Hongrie pouvait le rejeter quand elle voudrait, (GP, XXVI/1, doc. 9045).

26. DA, PO, 1908, confid. No 8 et 264, rapp. de l'envoyé Grujić No 526 et 26, Londres le 29 déc./11 janv. 1909 et le 27 janv./9 févr. 1909; Archives de l'Académie serbe des sciences

que et turco-bulgare au sujet de l'annexion furent terminées de façon satisfaisante pour les intérêts anglais et français, le gouvernement français conclut un accord particulier avec l'Allemagne au sujet du Maroc et l'Angleterre prépara le terrain pour les négociations concernant la flotte.²⁷ Pour cette raison, lorsque l'Autriche-Hongrie, avec l'Allemagne derrière elle, eut manifesté ouvertement ses intentions agressives envers la Serbie, les égards que les deux puissances occidentales devaient à leur partenaire russe ou plutôt au maintien du bloc de l'Entente dans son ensemble, ont obtenu la priorité dans leur tactique. Cela d'autant plus que le gouvernement russe avait pris, lui aussi, la décision de provoquer une manifestation plus importante de solidarité de la part de l'Angleterre et de la France afin de paralyser l'influence des milieux pro-allemands et le mécontentement de l'opinion publique, causé par les actions particulières, prises par les deux puissances occidentales à l'égard de l'Allemagne.²⁸

Comme la France et l'Angleterre ne voulaient pas faire la guerre pour la Bosnie et l'Herzégovine ainsi que pour l'accès de la Serbie à la mer, le danger que représentait la destitution d'Iswolsky paraissait moins grave que la menace d'une guerre où la Russie, abandonnée à elle-même serait inévitablement défaite et la France livrée à la merci de l'Allemagne. C'est ainsi que la revendication de la Serbie, visant à se faire obtenir l'accès à la mer, se transforma d'un moyen pour manifester la solidité de l'Entente en moyen par lequel il fallait empêcher la manifestation de sa faiblesse et peut-être même sa désagrégation. Vers la fin de février Paris fit savoir à Pétersbourg "que les deux puissances devaient faire tout pour détourner le danger d'un conflit armé au sujet d'une question qui ne touche pas les intérêts vitaux de la Russie. L'opinion publique française ne comprendrait pas qu'une telle question pût provoquer une guerre à laquelle l'armée française serait obligée, elle aussi, à prendre part."²⁹

A la différence de la France, le gouvernement anglais avait décidé de

et des arts à Beograd (Arh SANiU) Nos 11973 et 11995; B. von Siebert, *Diplomatische Aktenstücke zur Geschichte des Ententenpolitik der Vorkriegsjahre*, London 1925, Benkendorf à Iswolsky, Londres le 15/28 janv. 1909; DA., *Légation de Paris F-3*, Vesnić à Milovanović, Paris, le 21 janv./3 févr. et le 5/18 févr. 1909, minute, conf. Nos 21 et 30.

27. La visite du roi d'Angleterre au kaiser, en hiver 1909, devait indirectement servir aussi à ce but.

28. Bestužev, op. cit., 275-276. Ce fut le sens de la communication d'Iswolsky du mois de février que la Russie ne pourra rester à l'écart dans le cas d'un conflit austro-serbe, puisque son attitude passive signifierait la débâcle totale de la politique étrangère qu'elle avait poursuivie jusque là et, par conséquent, cela imposerait sa sécession de l'Entente et une orientation radicalement nouvelle de sa politique extérieure (BD, V, doc. 571, 572 et 576).

29. Siebert, op. cit., 74.

prévenir la guerre européenne au sujet de l'accès à la mer à accorder à la Serbie, en laissant en apparence à la Russie la décision sur cette question. "Le moment est venu où la Russie a le devoir de déclarer si elle a l'intention d'offrir à la Serbie l'aide armée pour la réalisation des compensations territoriales, ou bien de lui dire, au moment critique, qu'à l'intérêt de la paix, elle ne sera pas à même de supporter ces revendications," fut communiqué de Londres à Pétersbourg. Pourtant, l'essentiel fut formulé dans l'opinion du ministre Grey que "les revendications territoriales du gouvernement serbe ne méritent pas qu'on risque, à cause d'elles, une guerre européenne."³⁰

La menace que représentait l'impérialisme austro-allemand et la dépendance politique et financière du tzarisme russe des capitaux anglo-français n'ont pas permis à la Russie de rompre, après ces explications, son alliance avec la France et de rester isolée au point de vue diplomatique en face de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. On conseilla au gouvernement serbe de renoncer à ses prétentions territoriales.³¹ Abandonnée par la Triple Entente, la Serbie donna, le 10 mars, une déclaration par laquelle elle renonçait à ses revendications des compensations aux dépens de l'Autriche-Hongrie et laissait aux grandes puissances la décision sur le problème de l'annexion.³² A partir de ce moment, la question de l'accès de la Serbie à la mer fut rayée de l'ordre du jour pour les deux puissances occidentales, tandis qu'au premier plan surgit le conflit entre les deux blocs et les tentatives de sauver le prestige de l'Entente. Leur activité ultérieure fut dirigée à prévenir une attaque de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie, une attaque qui pourrait impliquer aussi la Russie dans une guerre.

Cependant, malgré ce but commun, il resta, jusqu'à la fin de la crise, une différence manifeste de la tactique appliquée respectivement par les gouvernements français et anglais. La diplomatie française était évidemment pressée de terminer la crise aussi tôt que possible, de n'importe quelle façon, afin de sauver l'Entente d'un nouveau coup.³³ Le gouvernement anglais, par contre, attendait d'abord le consentement de la Russie. Dans la situation où la position critique d'Iswolsky et sa capitulation devant l'ultimatum connu de l'Allemagne, de 23 mars, sans consultations préalables avec l'Angleterre et la France, semblaient désigner la fin de la Triple Entente, l'Angleterre s'efforçait de sauvegarder le prestige de ce bloc et de montrer qu'il existait encore

30. BD, V, doc. 621.

31. Neiman, *op.cit.* 401; texte de la note russe au gouvernement serbe v. Ćorović, *op. cit.*, 266-7.

32. *Ibid.* 272.

33. DA, PO, 1909, lettre privée du ministre serbe à Berlin Bogićević à Milovanović Berlin le 14/27 mars 1909.

malgré les coups qu'il avait reçus. En s'employant pour la Serbie, le gouvernement anglais tenait, du moins en apparence, la promesse qu'il avait donnée jadis, qu'il se tiendra, par tous les moyens diplomatiques, côte à côte avec la Russie. C'est ainsi que, dans cette dernière phase de la crise d'annexion, l'accès de la Serbie à la mer et les négociations concernant la forme diplomatique sous laquelle il serait abandonné, devaient servir à raccommoder l'Entente ébranlée.

Ce grand succès diplomatique remporté par la Triple Alliance n'eut pas tout de même les résultats auxquels s'attendait l'Allemagne. L'Entente ne se désintégra point; bien au contraire, la crise intensifia davantage les rapports mutuels entre ses membres. La faiblesse du tzarisme ne fit qu'augmenter la dépendance de celui-ci de ses partenaires occidentaux. La Russie ne put pas renoncer à ses prétentions aux Détroits et à supporter la Serbie comme principal obstacle à l'Autriche-Hongrie dans les Balkans. Le maintien et le raffermissement de son alliance avec les deux puissances occidentales continuaient d'être indispensables. Ceci fournissait à ces deux puissances l'occasion de soumettre la politique russe à leurs propres intérêts, particulièrement en ce qui concernait les préparatifs pour la guerre contre l'Allemagne.

Cependant, d'un autre côté, la capitulation de la Russie devant l'Allemagne renfermait le danger d'une prédominance éventuelle en Russie des milieux à orientation pro-allemande. Cette menace obligeait les puissances occidentales de s'en tenir, elles aussi, fermement à la Russie et d'empêcher ce courant politique d'établir sa prédominance, par des concessions en différentes régions, entre autres aussi dans les Balkans. Ainsi la question serbe, posée lors de l'annexion, continua de figurer à l'ordre du jour comme question de l'équilibre européen. Le gouvernement serbe, à son tour, fera également des efforts pour profiter de cette situation entre les trois puissances afin de s'assurer leur appui dans sa lutte pour l'accès à la mer.

II

La crise d'annexion a montré nettement que la Serbie, tant qu'elle sera isolée, ne pourra pas compter imposer ses intérêts aux puissances de l'Entente. L'alliance balkanique devint, par conséquent, l'affaire de la Serbie entière. Pourtant, jusqu'à l'année 1911, la dynastie et les milieux dirigeants de la Bulgarie refusaient obstinément cette entente, en espérant que les manœuvres entre les deux blocs de puissances leur permettraient de réaliser plus vite et plus facilement leurs aspirations à la Macédoine toute entière. Dans une situation pareille, serrée entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, la Serbie fut obligée de faire des efforts pour se maintenir à la surface jusqu'au moment où des conditions plus favorables pour elle se présenteraient.

Le point central de la politique étrangère de la Serbie, dirigée de 1908 à 1912 par le ministre Milovanović, fut l'alliance avec la Bulgarie et par l'intermédiaire de cette alliance, aussi avec les autres Etats balkaniques. Tout le reste devait servir à contraindre la Bulgarie d'accepter l'accord sur la division de la Macédoine suivant la ligne Velles-Ohrid qui servirait d'arrière-pays stratégique à la sortie de la Serbie sur le littoral de l'Albanie septentrionale. Dans le cas contraire, la Serbie devrait pénétrer, comme avant-garde de l'Autriche-Hongrie, à Skoplje et en Macédoine avant la Bulgarie. Il fallait éviter les conflits avec l'Autriche-Hongrie et améliorer les rapports avec cette puissance afin d'obtenir son consentement à la division du Sandjak de Novi Bazar entre la Serbie et le Monténégro et de faire échouer les projets pour la formation d'une Albanie autonome qui séparerait la Serbie du Monténégro et de l'Adriatique. Milovanović ne croyait pas à la renaissance de la Turquie, il craignait plutôt sa désagrégation avant que la Serbie pût être prête d'en tirer profit et, par conséquent, il fut partisan des bons rapports avec la Turquie. Milovanović faisait des efforts pour rattacher la Russie aussi fermement que possible à la Serbie comme allié et pour engager les deux puissances occidentales à la création de l'entente balkanique. Il représentait cette entente comme un facteur qui, dans le cas d'une guerre européenne, lierait une bonne partie de forces armées des puissances centrales.³⁴

La réaction des puissances de l'Entente à une politique étrangère pareille de Milovanović fut influencée par le fait que toute la période de 1908 à 1912 était remplie de tentatives du bloc austro-allemand de briser la Triple Entente. D'un autre côté, les puissances de l'Entente s'efforçaient de faire échouer ces tentatives, mais elles tâchaient en même temps d'assurer au maximum aussi leurs propres intérêts.

Dans la politique balkanique de la Russie après l'annexion, deux tendances étaient en conflit, à savoir: l'appui sur l'Allemagne pour faire obstacle, avec l'aide de celle-ci, à la pénétration ultérieure de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans et en même temps, l'appui sur les deux puissances occidentales pour empêcher la Russie de tomber dans une condition subordonnée à l'Allemagne si elle se séparerait de la France et de l'Angleterre. Le résultat fut le *statu quo* dans les Balkans à l'aide de la confédération pan-balkanique avec la Turquie à la tête. On insistait sur cette combinaison, du côté russe, d'une façon énergique au cours de 1909, 1910 et même de 1911, malgré qu'il

34. Papiers de Milovanović, XI, 13-16; XXVI, 11-35; Dim. Djordjević, Milovan Milovanović, 129-153; Même auteur, Pašić i Milovanović u pregovorima o balkanskom savezu (Pašić et Milovanović et les négociations relatives à l'entente balkanique) Istorijski časopis (Revue historique), IX-X, Beograd 1959, 467-471.

fût évident que les Etats chrétiens balkaniques ne pouvaient satisfaire leurs intérêts qu'aux dépens de la Turquie et non pas en alliance avec elle, ainsi que la Turquie elle-même ne pouvait entrer dans un groupement qui réunissait ses propres adversaires sous la direction de la Russie.³⁵

Cette combinaison russe visant au maintien du *statu quo* dans les Balkans convenait aussi à la France et à l'Angleterre, car elles étaient, elles-mêmes, fortement intéressées au maintien de l'intégrité de la Turquie. Cette combinaison offrait en même temps une occasion propice pour atténuer le conflit des intérêts entre les capitaux russe, anglais et français qui s'était âprement manifesté en ces années au sujet de la Perse et de la construction des voies ferrées en Turquie. Mais comme on n'était, ni à Constantinople ni à Sofia, trop disposé à conclure l'entente balkanique, les gouvernements anglais et français évitaient d'insister sur cette entente, bien que Milovanović le leur demandât et qu'ils fussent en principe d'accord avec lui.³⁶ Par rapport à la Serbie et à son accès à la mer une telle politique de la Triple Entente mettait un obstacle, mais n'empêchait pas complètement la réalisation des projets de Milovanović; elle les renvoyait tout au plus à un temps futur.

Au cours de l'année 1911 se fait remarquer un changement lent, mais sensible, dans l'attitude de la Triple Entente envers la combinaison d'une entente balkanique sans participation de la Turquie.³⁷ Les désordres et insurrections, constants en Turquie, et particulièrement les intrigues de l'Autriche-Hongrie en Albanie, annonçaient une nouvelle désagrégation de la Turquie. En outre, les négociations que la Russie avait menées, au cours de 1910 et 1911, avec l'Autriche-Hongrie et particulièrement avec l'Allemagne aux dépens des intérêts anglo-français en Turquie, donnaient aussi un nouvel aspect à la situation existante dans les Balkans. L'irréalisable idée de la confédération pan-balkanique dut être remplacée par une autre. La nouvelle combinaison devait servir à combattre l'orientation pro-allemande de plus en plus prononcée des Jeunes Turcs et à raffermir, en même temps, la position de ces milieux en Russie qui étaient favorables à un rapprochement avec l'Angleterre et la France et non avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. L'unique combinaison inéprouvée jusque là, au moyen de laquelle on pourrait atteindre l'un et l'autre de ces buts, fut l'alliance des Etats chrétiens balkaniques. L'avantage que cette combinaison présentait pour la France et l'Angleterre

35. Bestužev, op. cit., 336-349.

36. DA, PO 1909, conf. No 1051, rapport de Grujić, No 94, Londres le 3/16 avril 1909; BD, IX/1, doc. 2 et 58.

37. Papiers de Milovanović, XVI, 37-38; DA, PO 1910, conf. No. 1430, rapp. de Grujić No 119, Londres le 24 sept./7 oct. 1910; DA, PO 1911, conf. No 1237, rapp. de Grujić No 98, Londres le 25 juin/8 juillet 1911; Bestužev, op.cit. 336-54.

consistait, entre autre, dans le fait, que les malentendus qui caractérisaient les rapports mutuels des Etats balkaniques jusqu'à la guerre italo-turque, ne laissaient pas à la Russie trop d'espoir d'en tirer un profit direct. En ce qui concernait la Serbie et ses aspirations, cette nouvelle tactique de la Triple Entente représentait un pas en avant dans la préparation du terrain pour leur réalisation.

*

Le commencement des négociations entre la Serbie et la Bulgarie visant à la conclusion d'une alliance, en automne de l'année 1911, représentait un tournant dans la politique balkanique de l'Entente.

Il résulte des documents russes que, au début de ces négociations, la diplomatie russe n'y voyait pas une arme pour la guerre contre la Turquie, mais plutôt un moyen pour la protection de celle-ci contre l'Autriche-Hongrie.³⁸ Cependant, les pourparlers entamés entre la Russie et la Turquie sur le régime des Détroits ont échoué et l'accord entre la Serbie et la Bulgarie ne pouvait pas être réalisé à moins qu'il ne fût dirigé aussi contre la Turquie. Les obstacles auxquels se heurtait le commerce russe à travers les Détroits au cours de la guerre italo-turque a montré que l'importance économique des Détroits pour la Russie avait refoulé leur importance stratégique à ce point, que leur régime devait être rendu, aussi tôt que possible, indépendant des caprices turcs. Comme la Russie n'était pas encore prête pour une guerre avec la Turquie, la seule action possible fut la formation d'une alliance des Etats chrétiens des Balkans, dirigée non seulement contre l'Autriche-Hongrie, mais aussi contre la Turquie. L'alliance offensive serbo-bulgare contre cette dernière puissance fut approuvée.³⁹

Ces volte-faces de la diplomatie russe suscitaient une réaction conforme de la part de l'Angleterre et de la France. Les documents anglais et serbes montrent que le gouvernement anglais avait pris une attitude d'extrême réserve envers les négociations serbo-bulgares. Le ministre Grey même recommandait constamment la conclusion d'un accord entre la Russie et l'Autriche-Hongrie comme un moyen qui servirait à empêcher le conflit entre ces deux

38. Le gouvernement russe avait l'intention de contraindre la Turquie, au moyen de l'alliance serbo-bulgare, aux concessions dans les négociations relatives aux Détroits que la Russie avait entamées en ce moment. Pourtant, cette alliance devait en même temps servir contre les demandes que l'Autriche-Hongrie pourrait formuler si les négociations russo-turques se terminaient avec succès ou bien si la Turquie s'écroulait en conséquence de la guerre avec l'Italie. (*Meždunarodnie othnošenja v epohu imperijalizma* (Relations internationales à l'époque de l'impérialisme, en russe), ser. III, t. XVIII/2, No 496, 783, 795).

39. Zaher, *Konstantinopol i prolivi* (Constantinople et les Détroits), Krasni arhiv VI, 1924, 49-50; *Prvi balkanski rat* (Première guerre balkanique) 1912, Beograd 1959, 104-105.

puissances et à donner lieu à une révision du Traité de Berlin.⁴⁰ Une guerre à laquelle l'Angleterre et la France n'auraient pas pris part à cause de l'opinion publique de leurs pays serait, selon l'opinion du ministre Grey, un danger beaucoup plus grand pour le maintien de l'Entente, que ne le serait un accord provisoire concernant les Balkans, conclu entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, ou bien entre toutes les puissances.⁴¹ En effet, le gouvernement anglais minait, par ces moyens détournés, l'alliance serbo-bulgare, car il n'osait pas l'attaquer ouvertement à cause de sa pointe anti-autrichienne et pour les égards qu'il devait à la Russie.⁴² En ce qui concerne la Serbie, ceci représentait un obstacle à la réalisation de ses intérêts qui l'avait emmenée à conclure l'alliance avec la Bulgarie. Cependant, en ne s'opposant pas ouvertement à cette alliance, le gouvernement anglais consentait en même temps tacitement à sa formation.

Contrairement à ce manque d'enthousiasme pour les négociations serbo-bulgares, le gouvernement anglais montrait une attitude entièrement différente, d'une bienveillance évidente, envers le côté bulgaro-grec de cette alliance. La diplomatie anglaise s'immiscera inofficiellement, et même officiellement, dans ces négociations, particulièrement après la conclusion du traité entre la Serbie et la Bulgarie et continuera de s'y ingérer jusqu'à la conclusion de l'accord entre la Bulgarie et la Grèce.⁴³

A la différence de l'Angleterre, l'attitude du gouvernement et de la diplomatie française envers les négociations serbo-bulgares fut bienveillante du commencement à la fin.⁴⁴ En outre, le gouvernement français a contribué d'une façon

40. BD IX/1, note sur le doc. 355 No 352; DA, PO 1911, conf. No 1786, 1813 et 1823, rapp. et dép. de Grujić, Londres le 20 sept./3 oct., le 21 sept./4 oct. et le 20 sept./3 oct. 1911.

41. BD IX/1, notes sur les doc. 355 et doc. 357.

42. Les documents anglais montrent qu'il existait, jusqu'au dernier moment un scepticisme profond envers l'alliance serbo-bulgare. On ne croyait pas au désir des peuples balkaniques, et notamment de la Bulgarie, à se rattacher à la Serbie (BD, IX/1, note sur le doc. 530 et 533). Outre le scepticisme on observe également une désapprobation, tacite ou même expresse, de toute cette combinaison (BD IX/1, doc. 560 et 570). L'unique exception représentait les rapports de Sofia, où le ministre anglais approuvait résolument l'alliance serbo-bulgare (BD, IX/1, doc. 539, 555).

43. Galkin, I.S., *Obrazovanie balkanskogo sojuza 1912 g. i politika evropejskikh deržav* (La formation de l'alliance balkanique de 1912 et la politique des états européens, en russe) Vestnik Mosk. Univerziteta, 1956, No 4, Ser. obščestvenih nauk, 38-39.

44. On avait dit au ministre serbe Milovanović, en automne de 1911, que la France "en pleine harmonie avec la Russie... était prête à encourager, sous tous les aspects, la réalisation des tâches nationales de la Serbie" (Krasni arhiv IX, doc. 51,7). Suivant une assertion de Milovanović l'accord entre la Serbie et la Bulgarie, dont 400.000 baionnettes assureraient les Balkans contre toute invasion étrangère, a trouvé, chez le ministre français des affaires étrangères, "une approbation sans réserve" (Iv. Guéchoff, *L'alliance balkanique*, Paris 1915, 42).

énergique à ce que le gouvernement bulgare se décidât définitivement à conclure l'accord avec la Serbie.⁴⁵ Par conséquent, le gouvernement français tolérait et donnait son consentement aux conditions pour la réalisation des aspirations serbes.

Si l'on tient compte des événements généraux de la politique internationale vers la fin de l'année 1911 et au cours de 1912, on voit que l'attitude de la Triple Entente envers les négociations serbo-bulgares fut influencée par deux moments. D'un côté, ce fut l'intention de la Russie de profiter de la guerre italo-turque pour modifier le régime des Détroits.⁴⁶ De l'autre, ce fut le fait que la France et l'Angleterre étaient obligées de réagir à ces tentatives russes, sans perdre de vue, non plus, leur antagonisme avec le bloc austro-allemand, ni l'attitude de la Russie au cours de la crise d'Agadir. Bien que cette tentative de l'Allemagne de briser la Triple Entente eût échoué, la crise d'Agadir a montré que la dépendance financière de la Russie des capitaux anglais et français ne suffisait point à l'entraîner dans une guerre contre l'Allemagne au sujet des problèmes coloniaux des autres sans que les intérêts russes y fussent aussi directement en jeu.⁴⁷ Comme ces intérêts se concentraient à la longue de plus en plus sur Constantinople et sur les Détroits, il était nécessaire d'ouvrir à la Russie certaines perspectives que ces intérêts pourraient être réalisés dans le cadre de l'Entente et non par diverses divagations en dehors de celle-ci. Cependant, on ne pouvait pas permettre une réalisation efficace et complète de ces intérêts, car, dans ce cas, la guerre contre l'Allemagne ne serait plus indispensable pour la Russie. Pour cette raison, l'alliance de la Serbie avec la Bulgarie devait servir de moyen pour le raffermissement des rapports entre les trois puissances par opposition au bloc austro-allemand, ainsi que d'expédient pour retenir les intérêts et les objectifs russes aux Balkans dans les cadres des intérêts anglo-français dans le Proche Orient.

Comme le gouvernement anglais n'était pas disposé à céder dans l'affaire des Détroits et la Russie ne pouvait pas se contenter complètement des concessions qu'on lui avait offertes dans l'Asie Centrale,⁴⁸ l'Angleterre, comme

45. Dans la phase finale des négociations serbo-bulgares on a fait catégoriquement dire au gouvernement bulgare que le gouvernement français ne consentirait pas à l'emprunt bulgare à Paris de 200 millions francs jusqu'à ce que l'orientation de la Bulgarie ne devint déterminée (Documents diplomatiques français (DDF), série III, t.11, doc. 45 et 359).

46. Hvosťov, op. cit. II, 711.

47. Bovikin, Očerki, 118. Comme on le sait, le gouvernement russe a suivi la France dans cette crise avec une tergiversation manifeste et n'a pas hésité à conclure en même temps avec l'Allemagne un accord concernant le chemin de fer de Bagdad, lequel fut, sans doute, préjudiciable aux intérêts anglais.

48. Sur les relations anglo-russes après la crise d'Agadir v. Ignatiev, op. cit., 108-11.

on a dit plus haut, ne pouvait pas, par égard pour la Russie, s'opposer d'une façon trop énergique aux négociations serbo-bulgares. D'où son extrême réserve envers les négociations serbo-bulgares. Lorsque la combinaison avec l'accord austro-russe, qui rendaient l'entente balkanique superflue, se fut montrée irréalisable,⁴⁹ l'adhésion de la Grèce à l'alliance serbo-bulgare devait servir à l'Angleterre de point d'appui pour le contrôle sur la politique russe dans les Balkans et dans la partie orientale de la région méditerranéenne.⁵⁰

L'appui à l'accord serbo-bulgare que Milovanović lui avait demandé, donnait au gouvernement français un prétexte tout à fait convenable pour se solidariser en partie avec la politique russe dans le Proche Orient. Ceci d'autant plus que l'alliance serbo-bulgare devait inciter la Porte elle-même à la résistance et non pas aux concessions au sujet des demandes russes concernant les Détroits. Les rapports mutuels entre les grandes puissances au cours des quelques mois suivants ont influé sur le gouvernement français en ce sens, que les moments qui donnaient à l'alliance serbo-bulgare le caractère d'un moyen pour le raffermissement des relations avec la Russie et pour la défense des Balkans contre le bloc austro-allemand emportassent sur les dangers que présentait pour les intérêts français le caractère offensif de l'alliance contre la Turquie.⁵¹

*

Diverses tentatives inefficaces de la diplomatie russe au cours de l'année 1912 de tirer profit de l'aspect anti-turc de l'alliance balkanique, et particulièrement les entretiens avec Poincaré et Grey en été de 1912, ont clairement démontré que la Russie ne pouvait pas compter sur l'appui de la France et de l'Angleterre si la guerre éclatait au sujet des affaires purement balkaniques.⁵² La

49. Non seulement le gouvernement russe n'était pas favorable à cette combinaison, mais aussi le gouvernement français s'y opposait énergiquement, craignant qu'il ne se produisît une nouvelle Alliance de trois empereurs. Certains diplomates anglais éprouvaient également de l'appréhension que la nomination de l'ambassadeur austro-hongrois à Pétersbourg, le comte de Berchtold, au poste du ministre des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie pût donner lieu à un rapprochement entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, plus sérieux qu'on ne le désirait (v. note 41).

50. Galkin, op. cit. 39,40.

51. L'attitude réservée et même négative du gouvernement français vers la fin de l'année 1911 et au commencement de 1912 envers les tentatives du gouvernement russe de soulever la question des Détroits, a produit un certain refroidissement dans les rapports mutuels de deux pays. Les nouvelles sur les négociations entre la Russie et l'Autriche-Hongrie et l'Italie, l'encouragement de l'accord austro-russe de la part de l'Angleterre, la disposition de cette dernière puissance de négocier de nouveau avec l'Allemagne sur la flotte, tout cela était très inquiétant pour la France. Si toutes ces diverses démarches aboutissaient aux résultats, toute la Triple Entente serait mise en question et la France resterait isolée.

52. A cette occasion Poincaré a déclaré expressément que l'opinion publique française

Russie n'étant pas encore entièrement préparée pour une guerre contre l'Allemagne et on n'avait pas, non plus, grande foi à la puissance des Etats balkaniques, la diplomatie russe estimait qu'il ne valait pas la peine de soulever la question d'Orient. De là son action énergique au cours de l'été et de l'automne de l'année 1912, pour empêcher, de compagnie avec la France et l'Angleterre, les effets de l'alliance balkanique qui avait commencé à lui échapper de la main. La pression était particulièrement forte contre la Serbie, dans l'espoir que son abstention de la guerre arrêterait aussi la Bulgarie. Cette action provoqua un grand mécontentement parmi les diplomates français et anglais sur le terrain qui craignaient, qu'une politique pareille ne compromît l'influence de l'Entente dans les Balkans⁵³.

Cependant, au cours de l'automne de 1912, on commence à observer, chez le gouvernement français, un changement de dispositions concernant la possibilité que l'entente balkanique prît effet. Sous l'influence de l'Etat-major français on a accepté l'idée, que la guerre générale, après tout, offrirait de grands avantages à la France si elle éclatait en conséquence des événements dans les Balkans, c. à d. si la tentative de la Serbie d'acquérir l'accès à la mer provoquerait, par l'Autriche-Hongrie, aussi l'Allemagne.⁵⁴ Ainsi le gouvernement français n'envisagerait pas avec une trop grande inquiétude les conséquences d'une guerre dans les Balkans.⁵⁵ Pourtant, comme l'opinion publique

ne permettrait au gouvernement de prendre la décision sur la participation militaire aux affaires purement balkaniques si l'Allemagne restait à l'écart et ne donnait pas lieu par son initiative au *casus foederis*. Uniquement dans ce cas la Russie pourrait compter sur un accomplissement strict des engagements que la France avait pris envers elle (F. Stieve, *Der diplomatische Schriftwechsel Iswolskis*, II, doc. 401, 223-224). D'une conversation qu'il a eue avec Grey, le ministre russe des affaires étrangères Sazonoff conclut que, si la guerre éclatait dans les Balkans, l'Angleterre tâcherait de la localiser (Ignatjev, op.cit., 132).

53. DDF, série III, t. III, doc. 379; DA, PO 1912, conf. No 150, Spalajković à Pašić, Sofia, le 19 sept./2 oct. 1912.

54. Si l'action de l'alliance balkanique, resp. de la Serbie, obligerait l'Autriche-Hongrie à intervenir, elle devrait retirer ses troupes de la Galicie, ce qui obligerait l'Allemagne de combler cette lacune en retirant une partie de ses troupes de la frontière française. Par conséquent, la France aurait devant elle un adversaire dont les forces seraient approximativement égales à ses propres forces, sans compter l'intervention éventuelle de l'Angleterre qui fera pencher la balance en faveur de la France. En outre, l'intervention de l'Autriche-Hongrie en Albanie ou en Macédoine causerait la séparation de l'Italie de la Triple alliance. Dans une situation pareille, extrêmement défavorable à la Triple alliance, l'Entente aurait la chance, selon l'avis de l'Etat-major français, de remporter une telle victoire qui lui permettrait de changer la carte de l'Europe, malgré les succès locaux, que l'Autriche-Hongrie pourrait avoir éventuellement dans les Balkans (DDF, série III, t.III, doc. 359).

55. Bovikin, *Iz istorii franko-russkih otnošenja* (De l'histoire des relations franco-russes, en russe) Moskva 1961, 137.

française n'était pas disposée à voir la France entrer en guerre pour les affaires balkaniques, que la capacité militaire de l'alliance balkanique n'était pas estimée trop haut et que la guerre menacerait les capitaux français investis dans ces régions, le gouvernement français n'épargnait pas les efforts pour éviter, tout de même, la guerre dans les Balkans.

En ce qui concerne l'Angleterre, son attitude, en apparence indifférente, au cours de l'été de l'année 1912, était une conséquence du fait qu'elle ne possédait plus, comme auparavant, assez de force pour imposer le maintien de l'intégrité de la Turquie. Le retrait de l'escadre de Malte et la supériorité déclinante de la flotte anglaise sur celle de l'Allemagne rendaient l'alliance avec la Russie de plus en plus précieuse, bien qu'il y eût de contradictions sérieuses entre les intérêts anglais et ceux de la Russie dans le Proche Orient. Mis de cette façon dans la situation de choisir entre le danger imminent qui menaçait l'Angleterre de la part de l'Allemagne et le danger provoqué par les visées russes dans le Proche Orient, le gouvernement anglais refusait d'exercer la pression sur la Turquie, mais il l'exerçait sur la Serbie, en attendant que la crise se résolve d'elle-même.⁵⁶ Cependant, le mécontentement qu'une politique pareille de l'Angleterre avait provoqué en Russie, pressait le gouvernement anglais de prendre la décision s'il adopterait comme sienne, de compagnie avec la Russie, la cause des peuples balkaniques, sans égard à ses intérêts particuliers, ou bien s'il menacerait et détruirait l'Entente par son attitude passive.⁵⁷ L'attente, que la politique de la Russie susciterait peut-être une disposition favorable à la cause des peuples balkaniques en Angleterre même,⁵⁸ fut interrompue par la guerre dans les Balkans.

III

Un mois déjà après la déclaration de la guerre de la part des Etats balkaniques, l'Empire Ottoman a cessé pratiquement d'exister en Europe. Lorsque l'armée serbe, au mois de novembre 1912, était arrivée à la côte de l'Adriatique, près de Durazzo, il semblait que le but vers lequel la Serbie toute entière tendait pendant tant d'années, était finalement réalisé. Il a fallu encore obtenir l'approbation internationale pour garder la communication avec la mer à l'intérieur des frontières futures de la Serbie.

De l'histoire diplomatique de la première guerre balkanique il est connu que les grands succès militaires, remportés par la Grèce et la Serbie avaient

56. DDF, t. III, doc. 308 et 372; DA, PO 1912, conf. No 2012, rapp. de Grujić No 169, Londres le 10/23 sept. 1912.

57. BD, IX/1, doc. 811, note de Nicolson.

58. Ibid., note de Grey sur le doc. No 811.

suggéré, aux gouvernements de ces deux pays, les projets d'une division de l'Albanie entre eux; que l'Autriche-Hongrie s'opposa de la façon la plus catégorique non seulement à une telle division, mais aussi à toute sorte d'accès de la Serbie à la mer par son propre territoire, en exigeant la formation d'un grand Etat albanais; qu'à cause de cette résistance absolue de l'Autriche-Hongrie, accompagnée de mobilisation de son armée et supportée par l'Italie et l'Allemagne, la conférence des ambassadeurs des grandes puissances réunie à Londres au mois de décembre 1912, établit l'Albanie autonome, sépara la Serbie de l'Adriatique en ne lui accordant qu'un débouché commercial par une voie ferrée à construire à travers le territoire de cette nouvelle Albanie.

Pour les puissances de la Triple Entente il était extrêmement important de savoir si la guerre balkanique mettrait obstacle à la pénétration austro-allemande; pourtant, la question de Constantinople et des Détroits a gardé, tout de même, la place centrale. Pour le gouvernement russe, le but essentiel était d'empêcher la Bulgarie d'établir sa domination sur ces localités si la Russie ne réussissait pas à s'en emparer; pour l'Angleterre et la France il s'agissait de ne pas permettre à la Russie d'établir, dans les provinces balkaniques de l'Empire Ottoman disparu, son hégémonie totale et illimitée, sans pourtant brouiller leurs rapports avec cette puissance sur cette question.

Si l'on considère la question de l'accès de la Serbie à la mer dans le cadre de ces intérêts et rapports particuliers entre les puissances à l'intérieur du bloc de l'Entente, on observe qu'elle a passé, depuis le commencement de la guerre jusqu'à la conférence des ambassadeurs à Londres, par trois phases. Au début du mois de novembre, cette question était directement subordonnée à la destinée de Constantinople et des Détroits pour servir ensuite à la réglementation des rapports à l'intérieur du bloc de l'Entente; à partir de la fin de novembre elle s'est transformée en une question de l'équilibre européen.

Au lieu de l'intervention armée de l'Autriche-Hongrie, à laquelle on s'attendait, contre la Serbie ou bien contre le Sandjak de Novi Bazar, on entendait des nouvelles sur les négociations secrètes de cette puissance avec la Serbie et la Bulgarie.⁵⁹ Si le gouvernement serbe consentait à ces négociations séparées, l'entente balkanique aurait cessé d'être une combinaison anti-autrichienne, l'Autriche-Hongrie aurait pénétré dans les Balkans jusqu'à la ligne que la Serbie aurait atteinte avec son approbation et peut-être aurait-elle occupé elle-même une partie de la Macédoine. Un bouleversement pareil

59. DDF, série III, t. IV, doc. 256, 258, et 287. Suivant ces bruits on promettait à la Serbie l'acquiescement à son agrandissement territorial à condition de s'inclure complètement dans la sphère économique de l'Autriche-Hongrie, tandis qu'à la Russie on céderait, à titre de compensation, l'influence sur la moitié orientale de la Péninsule Balkanique.

de l'équilibre européen au profit exclusif de l'Autriche-Hongrie aurait provoqué le partage du reste de la Turquie et peut-être aussi amené la guerre générale. C'est pourquoi il fallait empêcher un bouleversement de ce genre.

Le gouvernement russe éprouva une agréable surprise à cause des succès remportés par les alliés balkaniques, mais il fut, en même temps, inquiet à cause de la marche en avant de l'armée bulgare vers Constantinople. Craignant que l'Autriche-Hongrie n'attaquât la Serbie ou ne l'obligeât à des concessions, il a proposé, le 30 octobre déjà, que Constantinople et les Détroits fussent réservés à la Turquie et que les territoires occupés par les alliés soient répartis entre eux à la base du principe de l'équilibre.⁶⁰ Plus la conquête de Constantinople par les Bulgares paraissait imminente, plus grande devenait l'insistance avec laquelle le gouvernement russe demandait une intervention de l'Angleterre et de la France à Sofia pour arrêter l'avance bulgare. Afin de pouvoir concentrer ses forces sur la question des Détroits, le gouvernement russe a bientôt consenti à la demande austro-hongroise pour la formation de l'Albanie autonome; en exigeant d'abord qu'on reconnaisse en même temps à la Serbie l'accès à la mer, il finit, le 9 novembre, par communiquer au gouvernement serbe que, dorénavant, il peut compter, dans cette revendication, uniquement à l'aide diplomatique et non pas à l'aide militaire de la Russie et des puissances amies.⁶¹

Les gouvernements français et anglais, convenus en principe que *statu quo ante* était impossible, ont pris une attitude très bienveillante envers la revendication de l'accès à la mer de la part de la Serbie. Pourtant, ils considéraient que toutes les questions et toutes les négociations devaient être ajournées jusqu'à la fin de la guerre,⁶² c. à d. jusqu'au moment où l'on verrait si Constantinople serait conquise ou non. Conformément à cette attitude, ils refusaient d'exercer une pression sur la Bulgarie, en justifiant cela par le danger qu'une telle démarche présenterait pour l'influence de l'Entente en Bulgarie.⁶³ En effet, l'un et l'autre préféraient que Constantinople fût occupée par les Bulgares, plutôt que par les Russes, si la Turquie ne serait pas en état de la défendre. En ce qui concerne les négociations séparées entre l'Autriche-Hongrie d'un côté et la Serbie et la Bulgarie de l'autre, leur tactiques étaient différentes.

Du côté anglais aucune pression directe ne fut exercée sur la Serbie, mais indirectement, par la pression sur la Bulgarie. L'avertissement adressé à la

60. BD, IX/2, doc. 91.

61. Ćorović, op.cit., 390; D. Djordjević, Izlazak Srbije na Jadransko more i konferencija ambasadora u Londonu 1912 godine (Sortie de la Serbie à la mer et la conférence des ambassadeurs à Londres en 1912, en serbe), Beograd 1956, 61.

62. BD IX/2, doc. 91, 144 et 170.

63. Ibid., doc. 107; R. Poincaré, Au service de la France. Les Balkans en feu, Paris 1922, 304: DDF, ser. III, t. IV, doc. 333, note.

Bulgarie l'invitant à ne pas permettre que l'intransigeance de la Serbie mette en péril les conquêtes des alliés,⁶⁴ n'était en effet qu'un encouragement du gouvernement bulgare à ne pas suspendre l'offensive contre Constantinople à cause de l'accès de la Serbie à la mer. Bien que son attitude envers la revendication serbe fût accueillante, le ministre anglais Grey faisait allusion à la possibilité d'adopter le point de vue de l'Autriche-Hongrie en ce qui concernait l'Albanie.⁶⁵ Dès qu'il eut appris que l'Autriche-Hongrie ne réclamait aucun agrandissement territorial dans les Balkans, mais qu'elle ne tolérerait en aucun cas un corridor territorial qui permettrait à la Serbie l'accès à l'Adriatique, Grey annonça le plan sur la neutralisation des Détroits qui représentait pour la Russie une solution aussi défavorable, sinon pire, que celle suivant laquelle Constantinople tomberait en possession d'un Etat plus puissant que la Turquie. En même temps Grey réussit à persuader les puissances d'envoyer leurs vaisseaux de guerre dans les Détroits.

L'indication ouverte à l'Autriche-Hongrie qu'elle pourrait, se servant de l'autonomie de l'Albanie, sauvegarder ses intérêts, même par un accord avec l'Angleterre, si elle attendait la fin de la guerre, devait déconseiller l'Autriche-Hongrie d'une action isolée. En même temps cet encouragement de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie à s'opposer aux revendications de la Serbie, permettait à Grey de se servir, devant l'opinion publique russe, du bloc antagoniste comme d'un paravent et de renvoyer à celui-ci la responsabilité pour le préjudice porté aux intérêts russes dans les Balkans. Par cette attitude, les déclarations indécises au sujet de la revendication de la Serbie, ainsi qu' en faisant la Russie exercer la pression sur la Serbie, le gouvernement anglais ménageait son influence à Belgrade.

De l'inquiétude que le gouvernement français manifestait au sujet des bruits sur les négociations séparées entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, se montrait clairement l'anxiété que l'entente balkanique ne perde cette caractéristique anti-autrichienne pour laquelle cette entente entrait dans les plans français comme une combinaison favorable.⁶⁶ Le gouvernement français exerçait une grande pression sur le gouvernement serbe, en lui soulignant le

64. DA, PO 1912, conf. No. 2581, rapp. de Spalajković, Sofia 28.X/10. XI 1912; BD IX/2, doc. 170.

65. BD, doc. 103.

66. Des mémoires de Poincaré, président du conseil français à cette époque, on voit qu'il était fort inquiet à ce sujet. "L'Autriche-Hongrie tente-t-elle de faire dorénavant graviter les états balkaniques dans l'orbite de la Triple alliance? Est-ce pour assurer la marche germanique vers l'est que la Russie aura imprudemment présidé aux accords de Sofia," se demandait, avec inquiétude Poincaré, et avec lui aussi le gouvernement français et la presse française (R.Poincaré, op. cit., 299, 300).

danger auquel il s'exposait en menant des négociations séparées avec l'Autriche-Hongrie et en lui donnant l'espoir qu'il pourrait réaliser ses aspirations en se remettant à la Triple Entente⁶⁷. Pourtant, bien que Poincaré, dans un certain moment se risquât à déclarer que la Triple Entente entrerait même en guerre si la Serbie cédait devant l'Autriche-Hongrie et la laissait pénétrer jusqu'à Salonique,⁶⁸ il a très vite "précisé" cette déclaration en l'interprétant comme la promesse d'une aide diplomatique énergique, mais d'aucune aide militaire à la Serbie.⁶⁹

De même, lorsque le gouvernement russe s'adressa, le 3 novembre à Poincaré, l'invitant à prendre l'initiative pour une médiation sur la base de l'exception de Constantinople avec les environs des opérations militaires et des prétentions bulgares et de la formation de l'Albanie autonome, en accordant à la Serbie un accès territorial à la mer, Poincaré déclina cette suggestion, en s'excusant par les égards envers la Bulgarie.⁷⁰ En faisant échouer par là l'intervention contre la Bulgarie, Poincaré a soumis le problème de l'accès de la Serbie à la mer à la destinée de Constantinople. Ce n'est, donc, en aucune façon par hasard que Poincaré, en réponse à cette demande russe, avait invité le gouvernement russe à considérer les mesures communes à prendre dans le cas où l'Autriche-Hongrie essaierait de se procurer des acquisitions territoriales dans les Balkans.⁷¹ Evidemment, en proposant une tension des rapports avec l'Autriche-Hongrie, le gouvernement français visait à détourner l'attention de la Russie de Constantinople.⁷² En lui faisant espérer son aide contre l'Autriche-Hongrie, là où la Russie en ce moment ne l'avait pas demandée, le gouvernement français essayait de corriger la mauvaise impression, produite par son refus répété trois fois au cours d'une année, c. à d. de donner à la Russie son aide là où celle-ci la lui demandait.

67. DA, PO 1912, conf. No 1973 et 2421, rapp. de Vesnić No 462, Paris 21. X/3.XI 1912 et 17/30.X 1912.

68. Ibid., conf. No 2421.

69. Ibid., No 1973.

70. DDF, serie III, t. IV, note sur le doc. 333.

71. Ibid., doc. 346. "Je désirerais donc savoir si le gouvernement impérial est, comme nous-mêmes, nettement hostile à toute annexion de territoire ottoman par une grande puissance et s'il serait disposé à examiner avec la France ainsi qu'avec l'Angleterre, les moyens de conjurer ce danger," disait Poincaré à l'ambassadeur russe à Paris Iswolsky (ibid.). Lorsque celui-ci lui attira l'attention sur le fait qu'un tel accord posait la question sur les conséquences de ces "mesures prises en commun," la réponse de Poincaré montra nettement qu'il se rendait bien compte que cela pourrait impliquer la France même dans une action armée. (F. Stieve, *Der Schriftwechsel Iswolskis II*, doc. 554).

72. Teilor H. Dž, *Borba za gospodstvob Evrope 1848-1918*, (*Struggle for Mastery in Europe*, éd. russe), Moscou 1961, 496.

* * *

Dès qu'on eut appris que l'Autriche-Hongrie ne demandait aucune acquisition territoriale et que l'Allemagne proposait que l'on "compensât" l'accès de la Serbie à la mer avec la réglementation de la question d'Andriano-ple et de Constantinople, le gouvernement français changea son attitude. Poincaré fit savoir au gouvernement russe que la sortie territoriale de la Serbie à la mer devait être abandonnée, si elle devait provoquer les conquêtes territoriales de l'Autriche-Hongrie ou plutôt tous les dangers qui s'y rattachaient.⁷³ Ainsi la décision définitive du gouvernement français concernant la revendication serbe était déjà pratiquement prise par là, bien que certains membres de ce gouvernement étaient de l'opinion qu'il fallait aider la Serbie.⁷⁴ Ce fut le motif direct de la communication du gouvernement russe au gouvernement serbe qu'il ne fallait pas compter sur l'aide militaire de la Triple Entente, "car l'Angleterre et la France ne sont pas disposées à se mettre en guerre pour l'accès de la Serbie à la mer."⁷⁵

Comme la Russie n'avait reçu aucun support des deux puissances occidentales ni en ce qui concernait la Serbie ni en ce qui concernait Constantinople, il y avait le danger qu'elle ne tentât de conclure un accord séparé avec le bloc austro-allemand au sujet de Constantinople.⁷⁶ Cette possibilité devait être à tout prix empêchée, afin que l'Entente ne dépérît pas davantage. Vu que le conflit austro-serbe concernant l'Albanie et les ports maritimes surgissait au premier plan, c'est justement sur la question serbe que le rétablissement de l'unité ébranlée de l'Entente devait se manifester.

L'attitude ultimative de l'Autriche-Hongrie transformait la question entière en une lutte pour la prédominance entre sa propre influence dans les Balkans et celle de la Russie, en une lutte pour l'orientation future des Etats balkaniques. Afin d'atténuer jusqu'à un certain point la défaite de la Russie au sujet de Constantinople et de ne pas laisser la Serbie, abandonnée à elle-même, céder à la pression de l'Autriche-Hongrie en entraînant avec elle l'entente balkanique, le gouvernement russe a dû de nouveau aggraver le cours de sa politique, bien qu'il eût déjà communiqué qu'il n'entrerait pas en guerre pour l'accès serbe à la mer.⁷⁷ Pour voir à quel point cette aggravation pourrait être pour-

73. Poincaré, *op. cit.*, 318.

74. DA, PO 1912, conf. No 2629, dep. de Vesnić, Paris 31.X/13.XI 1912.

75. Ibid., No 2575, dep. de Popović, Petersbourg le 27.X/8. XI 1912.

76. Cette possibilité fut indiquée par l'esquivement obstiné du gouvernement russe de préciser sa réponse à l'invitation de Poincaré concernant les "mesures préventives" contre l'Autriche-Hongrie et son désir manifeste de garder les mains libres jusqu'au moment où l'on verrait les résultats de la nouvelle offensive bulgare (Bovikin, *op. cit.* (Relations franco-russes), 144-145).

77. Ignatjev, *op. cit.*, 151-152.

suivie, il a posé, à partir du milieu de novembre, trois fois de suite la question quelle attitude l'Angleterre prendra-t-elle en cas d'une attaque de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie si la Russie ne serait pas à même de s'abstenir d'une intervention.⁷⁸ En même temps il essayait de prendre des informations analogues à Paris.⁷⁹

Les documents anglais montrent nettement que le point le plus important pour le gouvernement anglais était le fait, que l'Autriche-Hongrie n'avait pas réussi à se procurer de nouvelles acquisitions dans les Balkans et qu'on lui avait barré la route vers Salonique, tandis que l'accès territorial de la Serbie à la mer lui paraissait peu important et point du tout indispensable. On considérait que la Serbie devrait se contenter d'un accès commercial à la mer.⁸⁰

D'une attitude réservée, mais tout de même bienveillante envers les revendications serbes on passait à la désapprobation de plus en plus manifeste, particulièrement lorsque l'Autriche-Hongrie annonça son intention de retirer sa flotte de la zone des Détroits dans l'Adriatique à cause de l'intransigeance de la Serbie, en rompant par là le "concert européen" au sujet de Constantinople. Une guerre à cause du port serbe sur l'Adriatique a été, dans les entretiens avec les représentants russes, ouvertement qualifiée de "folie que l'opinion publique anglaise n'approuverait jamais;"⁸¹ on évita soigneusement tout ce qui pourrait transformer la question serbe en une affaire de la Triple Entente⁸² et le ministre Grey donna des réponses évasives aux questions du gouvernement russe sur l'attitude que prendrait l'Angleterre en cas d'une guerre austro-serbo-russe.⁸³ C'est seulement lorsque cette même question lui fut trois fois répétée que Grey se prononça, que l'on pourrait compter sur l'appui de l'Angleterre uniquement si, dans le cas d'une attaque non-provoquée contre la France, la guerre deviendrait générale et si la responsabilité de l'aggression incomberait évidemment aux adversaires de la Russie.⁸⁴ Ces réserves ont reçu une importance spéciale lorsque Grey, après avoir échoué dans ses tentatives de "persuasion amicale" auprès du gouvernement serbe, aggrava le ton envers le gouvernement russe. Une seule question contestable, a-t-il fait dire

78. Siebert, op. cit., 398-399; BD IX/2, doc. 216 et 218.

79. DDF, t. IV, doc. 460; Poincaré, op. cit., 334.

80. BD IX/2, doc., 161, 197, 221 et 280.

81. Ibid., doc. 161, et 216.

82. Ainsi, par exemple, lorsque le gouvernement serbe demanda aux puissances de l'Entente le conseil sur la réponse à donner à l'Autriche-Hongrie, le gouvernement anglais ne voulait pas aller au-delà des conseils de caractère général, pour éviter une identification de l'attitude de l'Angleterre et de la France avec celle de la Serbie (BD, IX/2, doc. 298).

83. Ibid., doc. 202; Ignatjev, op. cit., 153.

84. Ignatjev, ibid.

à Pétersbourg, si la Serbie obtiendra son propre port sur l'Adriatique ou bien un accès à la mer par un port franc et neutre "ne vaut pas, par elle-même, une guerre européenne."⁸⁵ L'insistance de la part de l'Angleterre que la question serbe fût ajournée jusqu'à la conférence de paix, devenait de plus en plus explicite.⁸⁶

Par conséquent, pour que la question serbe de l'accès à la mer n'amenât, comme elle l'avait fait en 1909, une opposition ouverte entre les deux blocs et une épreuve de forces entre eux et pour que l'Angleterre ne fût pas obligée d'abandonner la Russie et de détruire l'Entente, le gouvernement anglais exerçait la pression que la question serbe soit laissée à la décision unanime de toutes les puissances.

Le gouvernement français désirait aussi que cette fois-ci la situation de l'année 1909 ne se répât pas. Pourtant, à la différence de l'Angleterre qui exerçait la pression sur la Russie pour l'obliger à céder avant qu'elle n'eût subi la défaite manifeste, le gouvernement français évitait soigneusement d'offrir à la Russie l'occasion de renvoyer, cette fois aussi comme elle l'avait fait en 1909, la responsabilité de sa propre faiblesse et de son manque de fermeté à son alliée française.⁸⁷ Poincaré non seulement évitait adroitement de se prononcer sur l'attitude de la France pour le cas d'une guerre austro-serbe avant de voir d'abord ce que la Russie désirait exactement,⁸⁸ mais il s'efforçait soigneusement, dans ses interventions à Belgrade, de montrer que la France ne faisait que suivre la Russie dans la question serbe et ne la devançait jamais.⁸⁹ Les conseils — d'être conciliante — qu'on donnait à la Serbie sur la demande de la Russie étaient obligatoirement accompagnés de déclarations que la Serbie pourrait compter sur la bienveillance de la France à la conférence future.⁹⁰ Et dans ses entretiens avec l'ambassadeur austro-hongrois, Poincaré inventait toujours inlassablement quelque nouvelle combinaison qui pourrait satisfaire l'Autriche-Hongrie, ainsi que la Serbie,⁹¹ bien qu'il se rendît nettement compte que l'Autriche-Hongrie ne consentirait à l'accès territorial de la Serbie à la mer sous aucune forme. Son zèle pour les interventions auprès des gouvernements austro-hongrois et serbe, devint particulièrement intense lorsqu'il acquit la conviction que l'Italie ne resterait pas neutre dans un conflit général et que le

85. BD, doc. 283.

86. Ibid., doc. 272 et 300.

87. DDF, t. IV, doc. 469.

88. Ibid., doc. 443.

89. Ibid., note au doc. 431; Affaires balkaniques 1912-1913. Min. des Aff. Étrangères, Paris, t. I, doc. 258.

90. Aff. Balkaniques, doc. 270, 159; DDF, t. IV, doc. 510, 511 et 516.

91. DDF, doc. 501; OUA, t. IV, doc. 4543 et 4613, F. Stieve, op. cit., II, doc. 527, 354.

“troisième front” dans les Balkans perdrait une bonne partie de son importance pour les opérations à l’ouest si la France était obligée d’effectuer la dislocation des troupes vers l’Italie.

Selon le connu historien anglais Taylor, l’attitude de Poincaré dans cette phase de la crise était due à sa compréhension que le destin de l’alliance franco-russe y était en jeu. Il ne voulait pas laisser la Russie entrer à Constantinople, mais il se rendait compte que l’alliance franco-russe se désagrégerait si la France adhéra à la proposition anglaise sur la neutralisation des Détroits. Et comme dans cette phase de la crise balkanique il ne s’agissait pas de savoir si la Russie entrerait ou non effectivement en guerre, mais bien si son alliance avec la France se maintiendrait ou s’écroulerait, Poincaré ne lui déconseillait pas d’offrir son appui à la Serbie, en l’assurant et lui démontrant que la France ne l’abandonnerait pas.⁹²

* * *

A partir de la fin de novembre il n’y avait plus aucun danger pour Constantinople, car la nouvelle attaque bulgare avait également échoué. Vu que les puissances étaient arrivées plus ou moins à un accord au sujet du régime des Détroits qui devait rester sans changements, la France et l’Angleterre n’avaient plus besoin de s’opposer à la Russie dans cette zone. Par contre, le conflit austro-serbe concernant l’Albanie et le port serbe sur l’Adriatique s’aggravait de plus en plus et fut accompagné de mobilisation de l’armée austro-hongroise et de différentes provocations de la part de cette puissance. De cette façon, l’accès de la Serbie à la mer se transformait en un moyen qui pouvait servir à l’Autriche-Hongrie de motif pour renverser, et peut-être même de détruire physiquement la combinaison anti-autrichienne dans les Balkans, pour se procurer des agrandissements territoriaux. La conférence de toutes les puissances et leur décision unanime paraissait être l’unique moyen pour empêcher la guerre et la division ouverte des puissances en blocs au sujet de cette question; pour cette raison la France et l’Angleterre exerçaient la pression sur la Russie afin de la faire consentir à cette conférence.

Convaincu qu’il ne pouvait pas compter sur l’aide armée des deux puissances occidentales, le gouvernement russe prit la décision, le 23 novembre, qu’il n’entrerait pas en guerre. Après cette décision il donna son acquiescement à ce que la base de la conférence future fût le régime inchangé des Détroits, puis l’autonomie de l’Albanie et l’attribution de l’accès purement économique à la mer à la Serbie.⁹³ Dans une situation pareille le chancelier allemand pro-

92. Taylor, *op. cit.*, 496-497.

93. BD IX/2, doc. 270.

nonça, le 2 décembre, son fameux discours, dans lequel il déclarait que l'Allemagne se tiendrait côte à côte avec l'Autriche-Hongrie, si une tierce puissance l'attaquait, et qu'elle défendrait par là sa propre position en Europe et son avenir. Ainsi, la Triple Alliance continuait de faire cliqueter ses armes même après les concessions faites par la Russie, en transformant par là l'accès de la Serbie à la mer en une question d'équilibre et de prestige entre les deux blocs qui menaçait de donner lieu à une répétition de l'année 1909. Cependant, cette fois ce serait non seulement une défaite diplomatique de l'Entente, mais aussi une perturbation effective de l'équilibre européen. Si l'Angleterre laissait isolés les deux membres moins puissants de la Triple Entente et leur montrait qu'ils ne pouvaient pas trouver la protection de leurs intérêts dans l'alliance avec elle, la France et la Russie seraient obligées de chercher, à l'avenir, un compromis indépendant avec le bloc austro-allemand. Ce serait la fin de la Triple Entente. C'est pourquoi il a fallu arranger les choses de façon que ni la Russie ni les deux puissances occidentales ne fussent amenées à se prononcer ouvertement, mais que la capitulation du fait de l'Entente au sujet de l'accès de la Serbie à la mer prit la forme de concessions mutuelles et de compromis de deux blocs. La Serbie devait payer les frais comme Poincaré l'avait écrit ouvertement, mais le prestige de l'Entente serait sauvé par là jusqu'à un certain point.

Résolu de tirer profit du fait que l'Allemagne avait montré, à plusieurs reprises au cours de cette dernière année, qu'elle n'était pas prête pour la guerre, le gouvernement anglais se décida pour la pression directe qu'il exerçait sur cette puissance afin que celle-ci, au lieu d'inciter l'Autriche-Hongrie à la résistance, la réduise aux concessions.⁹⁴ Dans une conversation avec l'ambassadeur allemand, le ministre Grey a souligné que l'Angleterre aurait pu prendre l'attitude identique à celle de l'Allemagne, mais si ces deux puissances ne réussissaient à empêcher la guerre et à sauvegarder la paix, "personne ne pourrait dire où elles se trouveraient."⁹⁵

Que cette déclaration, privée de toute ambiguïté fût en premier lieu calculée à induire l'Allemagne à relâcher sa pression sur la Russie et non à inciter celle-ci à la résistance, fut confirmée aussi par les réponses extrêmement évasives que Grey donnait à la question du gouvernement français, à savoir : que ferait l'Angleterre en cas d'une guerre où la France supporterait la Russie. Il est évident que Grey ne voulait pas encourager le gouvernement français sous ce rapport et se mettait à l'arbi derrière l'opinion publique anglaise.⁹⁶

94. Ignatjev, *op. cit.*, 154-155.

95. BD IX/2, doc. 327.

96. *Ibid.*, doc. 328; DDF, t. IV, doc. 612 et 622.

Par contre, le “cliquetis d’armes” qu’il faisait entendre à l’Allemagne a porté le fruit désiré. L’Allemagne a consenti à une conférence sur les bases proposées, ce que firent bientôt, sous certaines réserves, aussi l’Autriche-Hongrie et l’Italie.

Dans cette phase aussi, la tactique française différait de celle de l’Angleterre. La transformation du problème de l’accès de la Serbie à la mer en une question de l’équilibre européen était considéré par la diplomatie française comme une affaire qui touchait de très près à ses intérêts directs.⁹⁷ C’est pourquoi l’attitude passive de la Russie devant les préparatifs militaires énormes de l’Autriche-Hongrie dirigés contre la Serbie, avait sérieusement inquiété le gouvernement français. Dans l’historiographie soviétique on a cité plusieurs situations où les personnages français les plus compétents avaient insisté auprès de la Russie de prendre à temps des contre-mesures afin de rendre impossible à l’Autriche-Hongrie de régler ses comptes avec la Serbie avant que la mobilisation russe ne fût terminée. En faisant cela, ils ne dissimulaient point l’appréhension que les Balkans, à cause d’une guerre austro-serbe dans laquelle la Russie ne s’immiscerait pas, pourrait perdre pour la France l’importance d’un “troisième front.”⁹⁸ Comme on le voit, à la différence de l’Angleterre, le gouvernement français s’est ouvertement décidé à inciter le tzarisme, sans reculer, en fin de compte, devant la possibilité d’une guerre générale. Les milieux officiels français ont tout à fait ouvertement manifesté leur désappointement que la Russie, malgré cette “ferme résolution du gouvernement français de ne pas éviter la guerre,” n’entreprît rien et consentît même à sacrifier la Serbie. Une telle négligence de ses propres intérêts de la part de la Russie causera également une grande inquiétude dans la presse française. L’unique profit de tout cela fut le fait que cette situation avait servi au gouvernement français pour contraindre son allié russe à accélérer les préparatifs militaires pour l’avenir.⁹⁹

97. L’ambassadeur français à Londres a très bien précisé cette situation changée. “Il ne s’agit pas de savoir si la Serbie aura un port sur l’Adriatique, une bande de territoire ou un chemin de fer neutralisé en Albanie: ce ne sont là que des apparences, des leurres tendus aux pacifistes de tous pays,” écrivait Cambon à Poincaré. “Il s’agit en réalité de savoir si l’Autriche renonce ou non à ses desseins d’agrandissement futur vers la mer Egée... La question du port et du chemin de fer serbe est une solution relativement facile; la question de la politique autrichienne en Orient ne comporte d’autre solution que l’abandon de cette politique par Vienne ou la guerre, immédiate ou prochaine, en tout cas inévitable... La Serbie est aujourd’hui l’occasion du conflit provoqué par les ambitions austro-hongroises dans les Balkans; mais elle n’est qu’une occasion, et à ces ambitions, la France, l’Angleterre et la Russie sont obligées de s’opposer. La question qui se pose est une question de politique générale...” (Poincaré, *op. cit.*, 361-362).

98. Bovikin, *op. cit.*, 146-151; DDF, t. V, doc. 22, 29, 33, 48, 52, 60.

99. Bovikin, *op. cit.*, 150-151.

Vu cette disposition pacifique du gouvernement russe, il a fallu, aussi tôt que possible, empêcher que l'accès de la Serbie à la mer n'amenât la guerre de laquelle l'Autriche-Hongrie sortirait victorieuse, tandis que l'Entente devrait rester à l'écart et voir la ruine de l'Entente balkanique, en tant qu'une combinaison anti-autrichienne et un facteur qui devrait lier, dans une future guerre européenne, une bonne partie de forces des puissances centrales. Pour cette raison, à l'insistance de l'Angleterre, la Triple Entente intensifia sa pression sur la Serbie pour la faire céder au plus vite et déclarer qu'elle s'en remettait à la décision de toutes les puissances au sujet de son accès à la mer.¹⁰⁰ En faisant cela, la Triple Entente, bien qu'elle ne fût prête à supporter jusqu'à la fin la Serbie dans la défense de ses intérêts vitaux, veillait attentivement à ce qu'elle ne se décidât, dans son désespoir, de passer du côté de l'Autriche-Hongrie.¹⁰¹ En outre, Grey prit une attitude, en apparence très énergique, au sujet de la conférence. Bien qu'il se rendît d'avance compte que le point de vue de l'Autriche-Hongrie, resp. de la Triple Alliance, l'emporterait sur celui de l'Entente, Grey s'efforçait de sauver les apparences, pour qu'il semblât que toutes les puissances avaient fait des concessions mutuelles, sans paraître que l'Entente avait subi l'échec.¹⁰²

A la première séance de la conférence des ambassadeurs à Londres fut prise, à l'unanimité, la décision concernant la création de l'Albanie autonome sous la garantie internationale des six grandes puissances et ses frontières septentrionale et méridionale qui devaient, "en tous cas, être limitrophes à la Grèce et au Monténégro."¹⁰³ De cette façon la question de l'accès territorial de la Serbie à la mer devait s'évanouir d'elle-même, sans aucune discussion. En ce qui concernait l'accès commercial de cet Etat à la mer, la formule suivante fut adoptée: "Un accès commercial sera réservé à la Serbie par un port albanais libre et neutre, desservi par un chemin de fer international sous le contrôle européen et sous la garde d'une force spéciale internationale avec liberté de transit et franchise de droit de douane pour toutes les marchandises y compris les munitions de guerre."¹⁰⁴

Comme on peut voir de tout ce qui précède, le renoncement à l'accès territorial de la Serbie à la mer fut, du point de vue des puissances de la Triple Entente, un moyen qui contribuait à la protection de leurs intérêts multiples. Ce renoncement privait l'Autriche-Hongrie de la possibilité de provoquer, dans un moment défavorable à l'Entente, par son intervention armée contre la

100. BD. IX/2, doc. 370; Aff. balkaniques, II, doc. 9.

101. DDF, t. V, doc. 55 et 71, note.

102. BD, doc. 334, et 345.

103. DDF, V, doc. 78.

104. BD, doc. 391.

Serbie, la revision de l'équilibre européen général et par conséquent, peut être aussi, colonial. On a également empêché la destruction de la capacité militaire du "troisième front" potentiel dans les Balkans, contribué au raffermissement des liens à l'intérieur de l'Entente et à l'activation de ses préparatifs militaires pour l'avenir. Le sacrifice de la Serbie a créé, aux deux puissances occidentales, une atmosphère encore plus favorable pour les démarches en commun avec la Triple Alliance contre les nouvelles actions éventuelles de la Russie contre Constantinople.

Comme toutes ces causes étaient imminentes au moment où la Triple Entente dans son ensemble ne fut pas suffisamment prête pour la guerre, elles l'emportèrent sur le fait que le refoulement de la Serbie de la mer signifiait la ruine de l'alliance serbo-bulgare comme l'obstacle effectif et le plus important dans les Balkans à l'expansion austro-allemande vers l'Est.

IV

Du point de vue de l'accès libre à la mer, la position de la Serbie après la première guerre balkanique devint encore pire qu'elle ne l'était avant cette guerre. L'accès commercial à l'Adriatique par le territoire de la nouvelle Albanie, sous l'influence de l'Autriche-Hongrie, fut plus que fictif. Ce fut, tout au plus, une question de l'avenir, dépendante de la construction de la ligne ferroviaire. Jusque là, Salonique restait l'unique direction possible de l'exportation serbe. Cependant, sur le chemin de Salonique, l'empire pourri des Turcs devait être remplacé, en vertu du traité serbo-bulgare d'alliance, par la Bulgarie des Cobourg qui n'inspirait aucune confiance.¹⁰⁵ Comme à cette époque il n'y avait pas dans les Balkans des forces suffisamment puissantes pour organiser une communauté politique dans laquelle tous les peuples balkaniques trouveraient la satisfaction complète de leurs intérêts nationaux et économiques sur un pied d'égalité parfaite, il devint indispensable pour la Serbie d'avoir sous sa domination une section aussi longue que possible de sa communication avec Salonique. Ce fut la substance de la demande du gouvernement serbe pour la revision du traité d'alliance avec la Bulgarie, qui accorderait à la Serbie les territoires situés sur la rive droite du Vardar et la frontière commune avec la Grèce jusqu'à Ohrid. Le fait qu'outre la Serbie, la Grèce se trouverait aussi dans une situation de dépendance envers la Bulgarie, si celle-ci s'insinuerait en forme de coin entre la Grèce et la Serbie et que la Rouma-

105. D'après le Contrat d'alliance serbo-bulgare, la région entre les montagnes de Šara et Rodop, le lac d'Ohrid et l'Archipel devait être soumise à l'arbitrage de l'empereur de la Russie pour la division définitive.

nie se trouverait également dans une position subordonnée si la Bulgarie avait l'hégémonie dans les Balkans, créait la base pour un nouveau regroupement des Etats balkaniques, cette fois en une coalition anti-bulgare.¹⁰⁶ Par le Traité d'alliance du 31 mai, la Grèce garantissait à la Serbie, pour une période de 50 ans, la liberté du commerce extérieur par Salonique avec toutes les facilités possibles qui ne seraient pas contraires à la souveraineté grecque.¹⁰⁷

Pour les puissances de la Triple Entente le différend serbo-bulgare relatif à la possession de la rive droite du Vardar n'était que la forme extérieure sous laquelle se posait la question s'il y aurait ou non dans les Balkans une alliance des Etats balkaniques, suffisamment puissante, pour résister à la pénétration austro-allemande.¹⁰⁸ Comme la Triple Entente exerçait déjà la pression sur la Bulgarie pour céder la Silistrie à la Roumanie afin que celle-ci se détachât de la Triple Alliance et s'approchât de l'Entente et qu'on demandait à la Bulgarie de se contenter de la conquête d'Andrianople et d'arrêter l'offensive vers Constantinople, sous la promesse explicite du gouvernement russe de lui offrir son aide dans la délimitation avec la Serbie,¹⁰⁹ il était impossible d'exiger des concessions de la Bulgarie même en Macédoine. C'est pourquoi le gouvernement russe se tenait plus du côté de la Bulgarie au sujet de cette question, de peur que celle-ci n'adhérât, dans le cas contraire, à la Triple Alliance. Les deux puissances occidentales partageaient cette appréhension, mais dans leurs conseils à la Serbie de céder, elles n'exerçaient aucune pression, comme le faisait la Russie. L'opinion prédominante était que la Serbie fut liée par un traité positif et que la question de sa revision devait être posée au moment où l'on envoyait l'aide supplémentaire à la Bulgarie pour le siège d'Andrianople.

A mesure que le différend serbo-bulgare s'aggravait, l'attitude des puissances de l'Entente évoluait graduellement. Pourtant, en général, à la différence de la Russie, les deux puissances occidentales prenaient soin que la division de la Macédoine ne devînt pas une affaire de la Triple Entente dans son ensemble et que ces deux puissances maintinssent, du moins extérieure-

106. "Même si la Bulgarie nous donnait une satisfaction complète au point de vue territorial," disait Venizelos à un représentant de l'Entente à Athènes, "ni les intérêts réels de la Grèce, ni ma loyauté envers l'alliance (avec la Serbie-note de Lj. A.) ne nous permettront, en aucun cas, de se tenir à part, désintéressés, et sans participation au conflit serbo-bulgare" (Musée d'Etat, Cetinje, Recueil des nouveaux documents 1913).

107. Traité d'alliance gréco-serbe. Min. des Aff. Etr. Documents diplomatiques 1913-1917, Athènes 1917, 10.

108. V.A. Žebokrickii, *Bolgaria v period balkanskih vojn 1912-1913* (La Bulgarie à l'époque des guerres balkaniques 1912-1913, en russe), Kiev 1916, 153, 162.

109. Ibid., 117.

ment, une attitude de neutralité. Ces deux puissances ne voulaient pas la guerre pour cette question et pour cette raison elles évitaient une nouvelle épreuve de forces et la nécessité de se prononcer pour, ou contre, la politique russe. La responsabilité de l'impopularité causée par la pression exercée sur les Etats balkaniques devait être rejetée sur la Russie.

Les documents disponibles montrent que la neutralité extérieure du gouvernement français en ce qui concerne la Serbie n'était pas sans bienveillance. Les principaux représentants français, excepté deux d'entre eux, s'étaient rangés du côté de la Serbie, contre la Bulgarie.¹¹⁰ Certains personnages compétents à Paris non seulement ne s'opposaient aux prétentions de la Serbie, mais ils permettaient aussi qu'on se rendît compte de la compréhension qu'ils lui témoignaient dans la situation où elle s'était trouvée.¹¹¹ On encourageait les prétentions de la Grèce et de la Roumanie, en les incitant, en même temps, à conclure une alliance avec la Serbie.¹¹²

En Angleterre on montrait beaucoup plus de réserve. A la différence de leurs collègues français, les diplomates anglais se déclaraient tous, à l'except-

110. Les ambassadeurs français à Vienne et à Constantinople et les envoyés à Bucarest et à Athènes étaient décidément pour l'aide à la Serbie, pour empêcher que les Balkans entiers ne tombassent sous l'influence de l'Autriche-Hongrie. L'envoyé français à Belgrade sympathisait évidemment avec la cause de la Serbie, bien qu'il évitât de donner des suggestions. L'envoyé à Sofia et l'ambassadeur à Pétersbourg voyaient en Bulgarie le gage de l'alliance balkanique et étaient prêts à sacrifier les revendications de la Serbie afin de faire consentir la Bulgarie à ce que Salonique fût accordé à la Grèce. L'ambassadeur Delcassé fut plus réservé et plus objectif que le ministre à Sofia qui justifiait ouvertement les prétentions bulgares à l'hégémonie (DDF, V, VI et VII, rapports de Vienne, de Constantinople, de Pétersbourg, de Sofia, de Belgrade et d'Athènes); DA, PO 1913, conf. No 4151, 2297, 4145, 4256, 4344, rapp. du ministre serbe à Boucares; No. 1760, 1312, rapp. de Pétersbourg).

111. Ainsi, par exemple, des notes sur les documents français publiés on voit qu'il existait une conformité d'opinions que la France, dans le cas d'un nouveau conflit dans les Balkans, devrait encourager le gouvernement roumain à un rapprochement avec la Serbie et la Grèce, en tant qu'Etats où l'influence française pourrait être réalisée le plus efficacement et qui sont seuls en état, dans les Balkans, de tenir l'équilibre contre l'Autriche-Hongrie (DDF, VI, doc. 230). Lorsque le gouvernement serbe demanda l'appui de la Triple Entente dans son différend avec la Bulgarie, au Ministère des affaires étrangères de France lui était promis que la France supporterait la Serbie au sujet de la délimitation tant que la Russie le voudrait (DA, PO, 1913, conf. No 1710, rapp. de Pavlović, No 199, Paris le 8/21 avril 1913). En général, les entretiens que les diplomates serbes avaient avec les personnages compétents français leur donnaient l'impression d'une favorable disposition envers les revendications de la Serbie et ses arguments relatifs à l'équilibre dans les Balkans (Ibid., conf. No 1683, rapp. de Pavlović No 191, Paris le 3/16 avril 1913; conf. No 2017, Stojan Novaković à Pašić, Paris, le 2/15 mai 1913). Par contre, les démarches bulgares contre la Serbie furent accueillies très froidement (DDF, VII, 57, 84 et 157).

112. DDF, VII, rapports d'Athènes et de Bucarest.

tion du ministre anglais à Sofia, en faveur de la Bulgarie. Comme une concession finale, ils consentaient à la séparation de la Bulgarie de l'Albanie et à accorder à la Serbie la frontière commune avec la Grèce, mais uniquement dans le secteur entre Ohrid et Prespa, ce qui, pour la Serbie, ne présentait aucune importance pratique.¹¹³ Cependant, on ne refusait pas les prétentions grecques à Salonique et on leur subordonnait ouvertement celles de la Serbie.¹¹⁴ L'opinion publique anglaise était bulgarophile par excellence.¹¹⁵ Et le ministre Grey appelait l'attention du gouvernement serbe sur le fait qu'un conflit entre les alliés était susceptible de mettre en question toutes les acquisitions de la Serbie.¹¹⁶ Cependant, malgré tout cela, le gouvernement anglais, en supportant les prétentions grecques pour assurer l'influence anglaise dans ce pays, rendait indirectement un service à la Serbie. Il en est de même avec quelques autres mesures concrètes, et il y avait aussi des hommes d'Etat anglais qui s'abstenaient de commentaires défavorables au sujet des revendications serbes. Pour toutes ces raisons, le gouvernement et la diplomatie serbes comptait l'Angleterre aussi entre autre, parmi les puissances qui sont en principe bien disposées à la Serbie.¹¹⁷

A la veille de la deuxième guerre balkanique la Triple Entente prit la décision de ne pas s'immiscer dans le conflit interallié, afin de ne pas provoquer par là une intervention de l'Autriche-Hongrie, et de garantir à cette puissance l'exécution des décisions relatives à l'Albanie si elle l'exigeait comme condition de sa neutralité.¹¹⁸ Cet abandon de la Serbie à son propre sort, dans l'assurance que la Bulgarie sortirait victorieuse de ce conflit, semblait être l'unique moyen de retenir la Bulgarie dans la sphère de l'Entente et de ne pas provoquer l'Autriche-Hongrie. La Roumanie imposerait à la Bulgarie la modération envers la Serbie et la Grèce, l'Entente ne serait pas compromise dans toute cette affaire et la situation dans les Balkans garderait son caractère anti-autrichien, quoique moins pro-russe qu'il ne l'était après la guerre contre la Turquie.

113. BD. IX/2, doc. 1077, 1087, 1089; doc. 852, 882 et 1073; DA, PO 1913, No 4571, dép. de Popović No 179, Pétersbourg le 19 juin/2 juillet 1913. "La frontière commune avec la Grèce n'a pas de valeur si Bitolj n'est pas serbe et si le chemin de fer de Salonique n'est pas entre les mains des Serbes," a écrit à ce sujet le président du conseil serbe Pašić (note de Pašić sur la dépêche de Popović).

114. BD, doc. 1077.

115. DA, Rapports du Bureau de Presse serbe, paquets 8 et 9 pour mai et juin 1913.

116. BD, doc. 1052; DA, PO 1913, conf. No 4212, Grujić à Pašić, Londres le 30. V/12. VI 1913.

117. DA, PO 1913, conf. No 2256, 2260 et 2270, rapp. de Grujić, Londres le 26.V/8 VI, 30. V/12. VI et 31.V/13.VI 1913.

118. BD, doc. 1088 et 1090; Poincaré, L'Europe sous les armes 1913, Paris 1926, 254.

Cependant, les armes décidèrent autrement du sort de la Macédoine. La question de la frontière commune serbo-grecque ne se posait plus; il s'agissait uniquement de savoir quelle garantie stratégique pour le chemin de fer de Salonique, la Serbie obtiendrait sur la rive gauche du Vardar. En outre, tandis que la Russie désirait donner satisfaction, du moins jusqu'à un certain point à la Bulgarie, afin de récupérer son influence dans ce pays, les deux puissances occidentales s'intéressaient en premier lieu aux problèmes relatifs à la Grèce, ensuite à la Roumanie et à la Turquie, ou plutôt à Constantinople. Cette fois tout cela était en faveur et non pas au détriment de la Serbie. Un trait particulièrement frappant de cette politique, c'était les précautions que les deux puissances occidentales prenaient à ne rien faire qui pourrait renforcer l'influence de l'Allemagne en Grèce.¹¹⁹ La frontière commune serbo-grecque était considérée ouvertement comme un moyen pour induire le gouvernement grec à faire des concessions dans la question de délimitation avec l'Albanie, dont dépendait l'évacuation des Iles Joniennes par les Italiens.¹²⁰ Comme en Serbie il n'y avait lieu de craindre l'établissement de la prédominance de l'influence allemande, les conseils de modération qu'on lui donnait était considérablement plus intensifs, que ceux donnés au gouvernement grec.

Comme on le sait, le Traité de Bucarest donna lieu à une divergence d'opinions entre la Russie et son allié français. Pour s'attirer la Bulgarie, la Russie était favorable à sa revision, bien que cela pût offrir à l'Autriche-Hongrie une occasion de mettre en péril les acquisitions de la Serbie en Macédoine. La France, par contre, s'y opposait afin d'empêcher que Cavalla ne fût pas enlevée à la Grèce. L'Angleterre qui, au premier moment, ne fut défavorable à la revision du traité en faveur de la Bulgarie et au détriment de la Turquie, changea d'opinion lorsqu'elle eut vu que la France et l'Allemagne s'opposait à la revision.¹²¹ En faisant cela, les deux puissances occidentales, bien que guidées dans leurs actions par les égards envers la Grèce, ont rendu à la Serbie également le plus grand service pour la garantie de son accès commercial à une mer libre, sans entraves.

Les explications de l'attitude des puissances de la Triple Entente dans cette phase de la lutte de la Serbie pour son accès à la mer sont différentes et peuvent être acceptées comme exactes.¹²² Cependant, ce qui a exercé sur

119. DDF, VII, doc. 499 et note.

120. BD, doc. 1119, 1142; DA, PO 1913, conf. No 4880, Grujić a Pašić, Londres le 2/15. VII 1913.

121. BD, doc. 1172, 1174 et note au doc. 1221.

122. On mentionne, comme causes de l'attitude de l'Angleterre, la situation intérieure du pays et les négociations entamées avec l'Allemagne sur certaines questions coloniales, le rapport favorable de forces pour l'Entente, ainsi que la possibilité que l'Angleterre dési-

les trois puissances une influence décisive, c'était le fait que l'hégémonie de l'un des Etats balkaniques aurait jeté tous les autres dans les bras de l'Autriche-Hongrie. Vu que, par satisfaisant les prétentions bulgares, cette position reviendrait à la Bulgarie des Cobourg dont l'orientation austrophile future était hors de doute, il dépendait de son refoulement sur la rive gauche du Vardar si l'équilibre entre les Etats balkaniques, comme base pour la formation d'un obstacle à l'Autriche-Hongrie, serait maintenu ou non.¹²³ Bien que l'entente balkanique de l'année 1912 fût la forme la plus appropriée de cette barrière, cela ne voulait pas dire qu'il ne fallait pas adopter une autre combinaison anti-autrichienne si la première se montrerait intenable.

Après ce postulat commun pour toutes les trois puissances de l'Entente, pour la France et l'Angleterre étaient extrêmement importants leurs intérêts en Grèce, ou, comme le disait l'ambassadeur russe à Paris, la question de l'équilibre en Méditerranée. Et s'abstenir de se prononcer contre les prétentions grecques en Macédoine et en Thrace, afin d'assurer les concessions de la Grèce envers l'Albanie, c. à d. envers l'Italie, signifiait l'approbation tacite de ces prétentions et la transformation de la Grèce en allié potentiel de la Serbie.

En ce qui concernait la Roumanie, en l'incitant à conclure l'alliance avec la Serbie, il s'agissait non seulement de l'attirer dans la sphère de l'Entente et de la séparer de la Triple Alliance, mais aussi d'obtenir un autre facteur non-slave par lequel la France et l'Angleterre pourraient plus facilement exercer leur influence sur l'entente balkanique et sur les événements dans les Balkans.

Comme la situation se développait, d'ailleurs, en faveur des intérêts anglo-français, soit que la Bulgarie renonçât par des voies pacifiques à la Macédoine, soit qu'elle y fût contrainte par la guerre, l'Angleterre et la France pouvaient se permettre le luxe d'une attitude "neutre" et ménager leur influence auprès des Etats balkaniques. Une telle tactique paralysait en même temps l'agressivité de l'Autriche-Hongrie, produisait l'impression que les deux puissances occidentales ne s'opposaient pas à la politique de la Russie

rait la séparation de la Bulgarie de l'alliance balkanique pour que la prédominance de l'élément slave ne renforçât outre mesure l'influence russe dans les Balkans (Ignatjev, op. cit., 170) Selon l'ambassadeur russe à Paris, l'attitude du gouvernement français était déterminée par la lutte pour le maintien de l'influence française en Grèce contre l'influence allemande; le maintien de la position dans l'armée grecque qui avait des instructeurs français; la nécessité d'utiliser la flotte grecque comme allié dans la Méditerranée contre l'Italie; les intérêts particuliers des capitalistes français engagés dans les emprunts grecs et dans la Régie des tabacs dans l'ancienne Turquie, dont les plantations principales se trouvaient aux environs de Cavalla et que la Bulgarie avait l'intention de nationaliser si elle obtenait Cavalla (Efremov P.N., *Vnešnjaia politika Rossii 1907-1914* (Politique extérieure de la Russie) Moskva 1961, 117).

123. Žebokrickii, op. cit., 153.

et rendait possible de rejeter la responsabilité des complications éventuelles du plan européen sur le bloc antagoniste.

Bien que la première entente balkanique fût brisée, grâce, pour une bonne part, aux intrigues de l'Autriche-Hongrie, l'acquisition de la Roumanie et le grand épuisement de la Bulgarie et de la Turquie avaient amoindri cette défaite diplomatique de l'Entente. La Serbie victorieuse et agrandie, sortant de la guerre avec un prestige énormément augmenté parmi les Yougoslaves en Autriche-Hongrie, appuyée sur la Grèce et la Roumanie, s'est transformée, de la première, mais peu solide barrière, en obstacle le plus important dans les Balkans contre la pénétration austro-allemande vers l'Orient. Solidement liée, au point de vue politique et financier, à la Triple Entente, avec son accès libre à Salonique comme base matérielle pour son émancipation complète, économique et politique de l'Autriche-Hongrie, la Serbie devint non seulement pour la Russie, mais aussi pour la France et l'Angleterre, le plus fort, le plus important et le plus sûr point d'appui pour les Balkans dans leur lutte contre le bloc adversaire. Dans la nouvelle chaîne qui, de la frontière russe à la Méditerranée, barrait à l'Allemagne la marche vers l'orient, la place centrale appartenait maintenant à la Serbie. Si elle tombait, toute la Péninsule Balkanique, cet arrière-pays du Proche Orient, tomberait sous l'influence du bloc austro-allemand. Cela dépassait même les bornes de l'équilibre européen, car de celui-ci dépendait l'équilibre dans les colonies. Ce n'est que pour cette raison que le sort de la Serbie, après tant de crises, où à la fin était abandonnée à elle seule, est devenu la cause de la Triple Entente toute entière. Là-dedans était se trait d'union entre les résultats définitifs de la lutte de la Serbie pour son libre accès à la mer et cet antagonisme économique, financier et politique entre les deux blocs des grandes puissances qui a provoqué la première guerre mondiale. Par là fut créée cette plateforme que la Serbie attendait au cours de longues années pour s'élancer dans sa dernière lutte décisive, la lutte à outrance avec l'Autriche-Hongrie, la lutte qui devait décider de l'existence de l'un ou de l'autre de ces deux états et aussi du sort futur de la question yougoslave dans les Balkans.